

Au **CLAIR** de la lutte

1,5 €
2 € SOUTIEN

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA
pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire

Grèce



Où va SYRIZA ?



Grève des routiers

Grève des TFN

**Les « bénévoles » de la
philharmonie de Paris**

Naufrage du Sewol



Un an après

Féminisme

un 8 mars pour tou-te-s !

Antiracisme

Contre l'islamophobie !

De l'argent en plus pour tuer, en moins pour les besoins sociaux !



Article pour l'Anticapitaliste du 7 mai 2015¹

Votée en 2013, la loi de programmation militaire 2014-2019 prévoyait de supprimer 33675 équivalents temps plein dans les armées en 5 ans. 7881 ont été supprimés en 2014. Sur les 25794 restants, 18500 vont être préservés...

Hollande a en effet annoncé le 29 avril qu'un effort « considérable » sera fait pour l'armée au nom de la « menace terroriste » : le budget de la défense va bénéficier de 3,8 milliards de crédits supplémentaires entre 2016 et 2019, dont 2,8 pour les opérations, le recrutement, l'infrastructure, le fonctionnement et 1 pour les achats d'armes.

Et Sapin a clairement énoncé les conséquences : « Tout effort supplémentaire pour un ministère doit être compensé par des économies sur d'autres ministères »,

évoquant notamment la santé et le logement. Pour Hollande, il est en effet pas question de lâcher sur ses engagements à réduire le déficit public. Pour l'UMP et le FN, ce bel effort pour nos armées va dans le bon sens mais il est jugé « insuffisant ». Pour les partis de la bourgeoisie, un consensus se dégage pour prioriser l'armée sur les autres budgets : c'est « l'effet Charlie » !

Des dépenses militaires payées par qui ?

Les capitalistes ont besoin d'une armée pour défendre leurs intérêts. Les géants de l'armement comme Dassault vivent des commandes publiques. Mais les dépenses militaires sont globalement une « charge » pour les capitalistes si elles sont financées par un prélèvement sur leurs profits. L'enjeu

est donc pour eux dans l'idéal de baisser les dépenses militaires ou de les faire financer par les travailleurs.

Depuis la chute du bloc stalinien, la part des dépenses militaires (dans le PIB ou dans les budgets publics) a chuté dans le monde. En France, le budget de la Défense a baissé de 20% depuis 25 ans et les dépenses militaires représentent 2,2% du PIB. Depuis 2009, les crédits alloués aux forces armées ont diminué de 11%. Aux États-Unis, après une tendance marquée à la baisse dans les années 1990, les dépenses militaires ont augmenté après le 11 septembre 2001 et jusqu'en 2010 (représentant 4,7 % du PIB) pour baisser ensuite nettement (3,5 % en 2014).

Les crédits supplémentaires pour l'armée sont-ils annonciateurs d'un changement de période ? On peut le craindre. Hollande a dé-

1. <http://npa2009.org/actualite/budget-de-larmee-de-largent-en-plus-pour-tuer-en-moins-pour-les-besoins-sociaux>

cidé de maintenir, jusqu'à l'été au moins, 10.000 militaires dans nos rues « en soutien » à la police. La hausse des dépenses militaires en Russie, mais aussi en Allemagne (+6,2 % pour les 5 prochaines années), pousse la France à s'aligner.

Hollande est tenté de compenser la perte de compétitivité de l'économie française par la multiplication des expéditions impérialistes financées par une austérité accrue sur les travailleurs. Le capitalisme malade nous entraîne de plus en

plus vite vers l'abîme. Combattre pour le détruire et le remplacer par un système où les travailleurs seront aux commandes est plus que jamais nécessaire.

Gaston Lefranc ,
le 8 mai 2015

FRANCE

Après le premier tour des élections départementales...



Rejet massif du gouvernement et forte progression du Front national. Pas une voix pour le PS, l'UMP et le FN... nous nous exprimerons dans la rue le 9 avril !

Travaillons en urgence à la popularisation d'une alternative politique « antisystème » crédible donc révolutionnaire !

Après la déculottée des municipales et des européennes, le gouvernement a une nouvelle fois subi une défaite cinglante lors du premier tour des élections départementales. Mais de façon incroyable, les dirigeants socialistes ont eu le toupet de nier cette raclée et de verser dans l'autosatisfaction. Dès 20h05, Valls claironnait que le PS avait fait un score « honorable » pendant que Le Guen osait dire que le PS avait fait à peu près le même score que lors des élections cantonales de 2011. Ces gens là nous prennent pour des imbéciles, et cela risque de contribuer à

accentuer leur raclée pour le second tour de dimanche prochain.

Une abstention très forte des jeunes et des catégories populaires

Même si l'abstention est moins forte qu'en 2011 et que ce que prévoyaient les sondages, elle est néanmoins très importante (49,8%), compte tenu du fait que ces élections concernaient pour la première fois tous les cantons en même temps, et avaient une portée nationale forte. Si on y ajoute

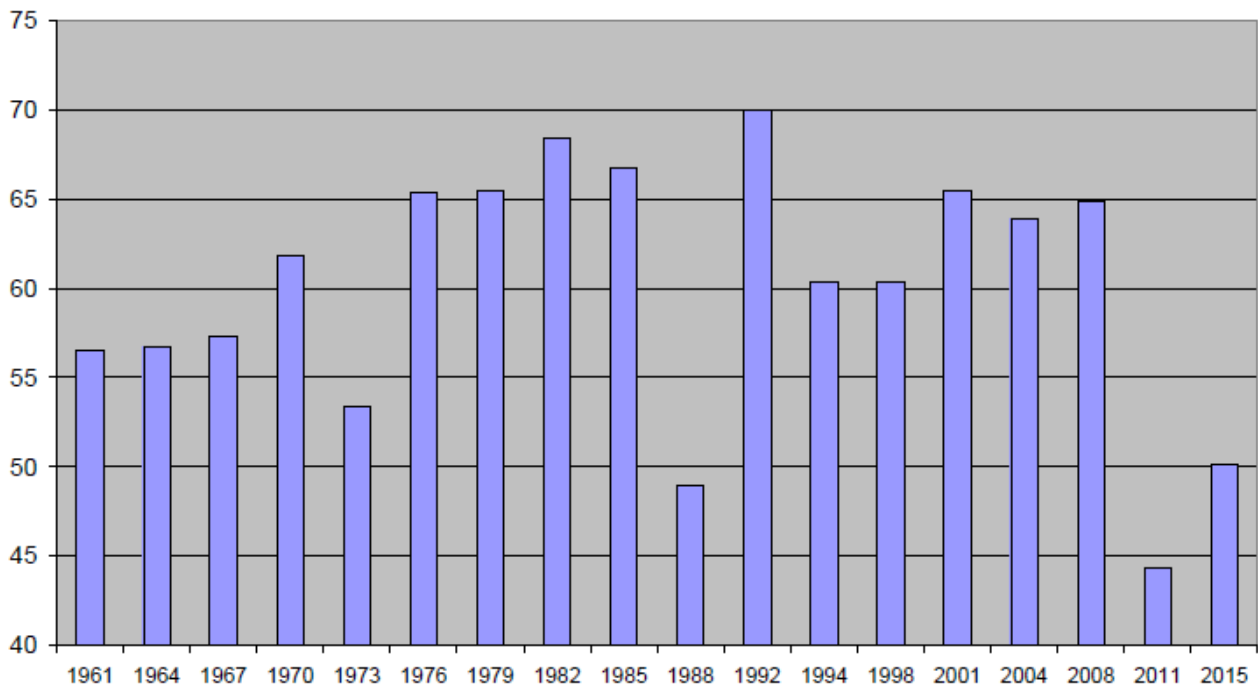
les votes blancs (3,29% des votants, 1,65% des inscrits) et nuls (1,60% des votants, 0,80% des inscrits), 52,3% des inscrits ont donc refusé de voter pour un binôme de candidat-e-s.

Les deux tiers des moins de 35

ans (contre un tiers à peine des plus de 65 ans) et environ 60% des catégories populaires (ouvriers et employés) se sont abstenus. Plus que jamais, l'abstention est clivée par la classe et l'âge. Elle exprime un profond rejet des politiciens

en général et l'absence d'alternatives jugées crédibles et désirables. Pour beaucoup d'abstentionnistes, et c'est pour nous le côté le plus négatif de l'abstention, cela entraîne une dépolitisation et un désintérêt croissant pour le débat politique

Taux de participation au 1er tour des élections cantonales



Le FN progresse fortement et il y aura des dizaines d'élus FN malgré le « front républicain »

Le FN progresse légèrement par rapport aux élections européennes, dans une élection qui lui est défavorable puisque l'absence de notables locaux joue en sa défaveur. Malgré ce handicap, le FN réalise le plus gros score de son histoire et sera présent au second tour dans la moitié des cantons. Il fera élire des dizaines de candidat-e-s, dirigera peut-être un ou plusieurs départements, et empêchera probablement des majorités absolues UMP ou PS dans plusieurs départements, notamment dans les régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie.

Dans la continuité des scrutins précédents, le FN recueille avant tout le vote des actifs/ves des catégories populaires (40%), avec une pointe autour de 45-50% chez les ouvrier-e-s. Son score dans les campagnes et les villes de la « France périphérique » sont souvent impressionnants. Le FN est le plus faible chez les retraité-e-s (17-18%) et les cadres supérieurs (13-15%), c'est-à-dire les catégories qui s'abstiennent le moins. C'est une erreur complète de se « rassurer » en pensant que la forte abstention bénéficie au FN, un raisonnement qui sous-entend que les abstentionnistes ne voteraient pas FN s'ils/elles votaient. Or, ce sont les catégories qui votent le plus FN qui

s'abstiennent le plus, et le FN réalise ses pourcentages les plus élevés à l'élection présidentielle, celle où il y a le moins d'abstentions. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Marine Le Pen est pour le vote obligatoire, car elle sait que cela lui profiterait vraisemblablement. Si on oblige des abstentionnistes en colère contre les politiciens et souvent dépolitisés à voter, il est fort possible que cela profite au FN.

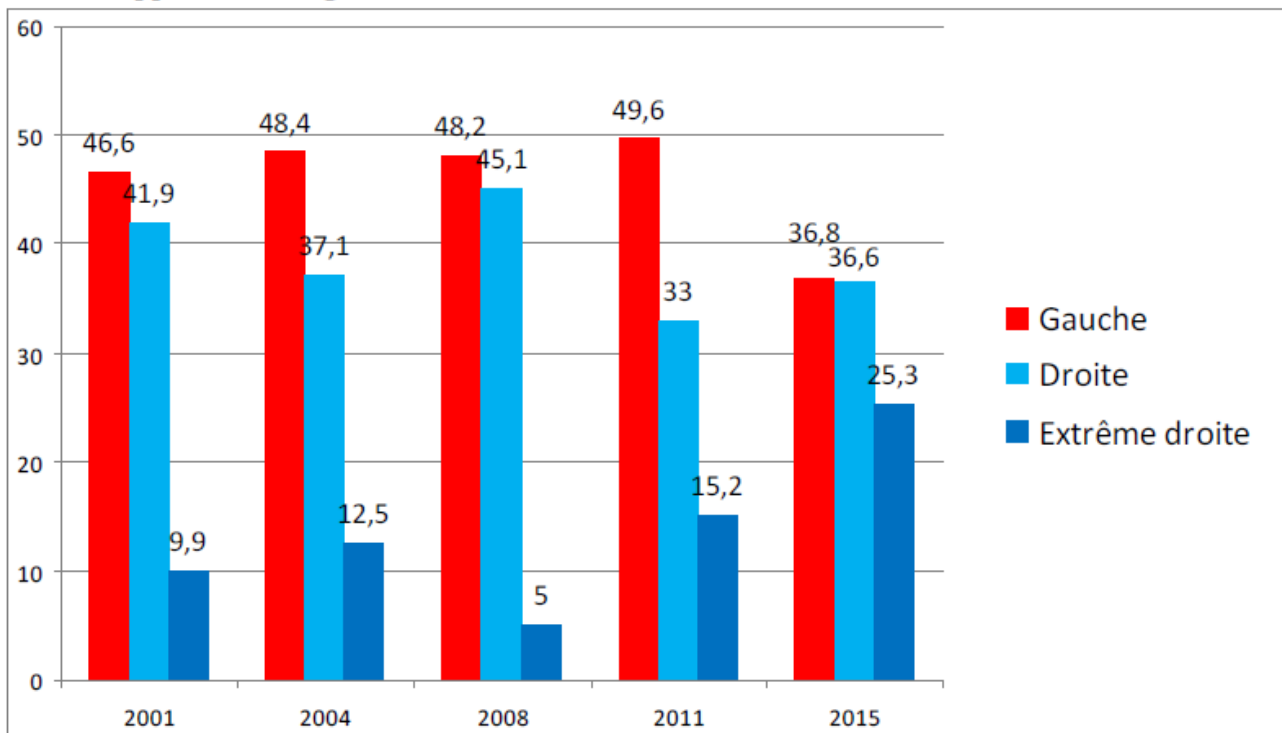
Donc il faut être conscient que le score très élevé du FN (25,3%) est davantage un plancher qu'un plafond, et que le FN a encore une marge de progression importante, d'autant plus que la situation économique et sociale des travailleurs/ses risque de se détério-

rer encore davantage. Le deuxième tour va probablement confirmer une tendance observée lors des élections partielles depuis 2012 : la capacité du FN à progresser fortement entre les deux tours, en siphonnant une grande partie de l'électorat UMP (dans les duels

avec la gauche), mais aussi une partie de l'électorat de gauche (dans les duels avec la droite), tout en mobilisant des abstentionnistes du premier tour. En outre, la petite musique du « front républicain » marche de moins en moins, et ne fait que conforter la posture « an-

tisystème » frauduleuse du FN. Un sondage Ipsos assez étonnant au soir du premier tour indique que 44% souhaitent que le FN sorte renforcé des élections, 41% l'UMP, 30% le PS. Cela illustre le potentiel de progression du FN.

Rapport de force gauche / droite / extrême droite au 1^{er} tour des élections cantonales



La droite crie victoire...mais elle ne progresse pas par rapport aux européennes

Sarkozy a proclamé qu'il était le grand vainqueur de ces élections. Pourtant le pourcentage de toute la droite (Modem compris) n'est que de 36,6%, en fait un score très bas pour la droite à ce type d'élections. La droite réalise exactement le même score qu'aux européennes, et c'est pourquoi les analyses sur la poussée de l'UMP et le reflux du FN sont un leurre. L'UMP fait mieux et le FN fait moins bien que ce que les sondages prévoyaient, mais ce n'est pas à l'aune des sondages qu'on doit analyser une élection, mais par rapport aux scrutins

antérieurs.

L'électorat de l'UMP est très concentré dans le patronat, les couches supérieures du salariat et surtout chez les retraité-e-s, c'est-à-dire ceux et celles qui ont le plus voté. Son électorat était particulièrement mobilisé, ce qui relativise encore davantage l'importance du score de l'UMP. Grâce à des candidatures unitaires de la droite dans la plupart des cantons, grâce à l'effondrement et à la division de la gauche, et grâce au « front républicain » contre le FN, la droite va être en mesure de diriger une grande majorité de départements. Mais il n'en demeure pas moins que la droite reste très minoritaire. UMP, UDI et Modem dépassent ensemble

le FN, mais le FN confirme son statut de premier parti (acquis lors des européennes) à l'issue du premier tour des départementales.

La gauche gouvernementale s'effondre, notamment dans les départements les plus sinistrés

La lourde défaite du PS est indiscutable. L'ensemble de la « gauche » passe de 49,6% en 2011 à 36,8% aujourd'hui. La chute est vertigineuse. Et la comparaison avec les élections cantonales de 2001 (sous Jospin) est cruelle pour Hollande/Valls. Il faut remonter à 1992 (et encore, avec les écologistes classés à l'époque « ni gauche, ni droite », ce n'est pas le cas) pour

atteindre un cumul des pourcentages des partis de « gauche » aussi faible. La défaite du PS est d'autant plus manifeste que le PS disposait d'énormément d'élus sortant-e-s, ce qui a tiré son score vers le haut. Mais ce qui a dominé, et de loin, c'est la volonté de sanctionner le gouvernement.

La coupure entre le PS et les catégories populaires (qui ont encore moins voté pour le PS que la moyenne) est désormais abyssale. Il est difficile aujourd'hui de nier la nature complètement bourgeoise du PS, qui a abandonné depuis longtemps toute perspective socialiste, met en œuvre les pires politiques d'austérité, et n'incarne plus rien de positif pour le prolétariat qui le rejette massivement. Le PS est éliminé du second tour dans une grande majorité de cantons du département du Nord, manifestation spectaculaire de ce fossé entre PS et catégories populaires...et du fait que la semi-« frondeuse » Aubry est mise dans le même sac que Hollande/Valls. Il est symptomatique que le PS résiste le mieux dans les zones les plus favorisées alors qu'il sombre dans les territoires périphériques.

Le Front de gauche ne profite pas de la débâcle du parti socialiste

Il est difficile d'évaluer précisément le score des principales composantes (PC et PG) du Front de gauche, car elles se sont présentées selon différentes configurations : avec le PS, avec Europe Écologie ou de façon autonome. Mais il est par contre incontestable que le Front de gauche ne profite pas de la droitisation du PS

et du rejet du gouvernement. Au contraire, il est entraîné dans sa chute par le PS. Le PCF résiste assez bien dans ses fiefs du Val de Marne et de l'Allier qu'il peut espérer conserver, mais il va perdre globalement beaucoup d'élus. Les listes communes entre le PG et Europe Écologie échouent de façon quasi-systématique à devancer le PS (pourtant en chute libre), y compris en Isère, où le nouveau maire de Grenoble est soutenu par EE et le PG.

Le Front de gauche échoue surtout à rallier les suffrages des catégories populaires. Il réalise des scores plutôt inférieurs à la moyenne chez les ouvrier-e-s, et le cœur de son électorat est davantage celui des professions intermédiaires, typiquement les fonctionnaires moyen-ne-s. Pour les ouvrier-e-s et employé-e-s, le Front de gauche n'incarne pas le rejet du système et n'offre pas d'alternative politique crédible.

Au deuxième tour, pas une voix pour le PS, l'UMP et le FN!

On n'éteint pas l'incendie en votant pour les incendiaires!

Nous déplorons la prise de position (à une très courte majorité) de la direction du NPA, qui appelle à voter PS pour faire barrage au FN. C'est un choix incompréhensible, prisonnier d'une vieille grille de lecture, qui fait du PS un parti de notre camp social (contrairement à l'UMP) qui pourrait permettre de freiner la montée du FN. Or, le PS et l'UMP dont deux partis de la bourgeoisie qui mettent en place les

mêmes politiques d'austérité qui alimentent la désespérance sociale et le vote FN. Le FN aura alors beau jeu de gloser sur notre radicalisme verbal qui se conjugue à un appel à faire front commun électoral avec le PS. Le FN se nourrit de ce type de positions « tactiques », qui alimente la confusion et l'incompréhension autour de notre profil politique. Alors que la très grande majorité du prolétariat ne voit plus le PS comme un parti qui défend (même de façon partielle) ses intérêts, ce n'est vraiment pas le moment de théoriser une soi-disant différence de nature entre le PS d'un côté, le Modem, l'UDI, l'UMP de l'autre.

Nous nous positionnons contre tout vote « utile » pour le PS, et bien sur contre tout vote pour la droite et l'extrême droite. La seule façon de faire régresser le FN est d'y opposer une alternative politique « antisystème » crédible, donc révolutionnaire, et de tout faire pour unifier notre classe sociale dans le combat contre ce gouvernement, avec l'objectif d'une grève générale bloquant l'économie et seule capable d'empêcher le gouvernement de nuire. Il faut tout faire pour réussir la journée de grève du 9 avril, et il faut dès maintenant se confronter aux bureaucraties syndicales pour préparer la suite, pour en finir avec la stratégie des journées d'action isolées qui démoralisent les travailleurs/ses, en menant le combat à la fois dans les syndicats et pour l'auto-organisation par des AG dans les lieux de travail

Gaston Lefranc ,

le 26 mars 2015

FRANCE

Éléments d'analyse de la loi Macron

Si la loi Macron est adoptée par le sénat, comme on peut le craindre, ce sera la fin du droit du travail en France. On propose ici quelques points de repère pour comprendre, pour argumenter et pour lutter.

1) Qu'est-ce que le droit du travail ?

Dans un article publié sur son blog, Richard Abauzit, ancien inspecteur du travail, rappelle que « **le droit du travail repose sur la réalité de l'exploitation des travailleurs qui, en langage juridique est nommée "subordination". Le salarié est aux ordres, soumis à son employeur pour son embauche, son contrat, l'exécution de son contrat et son licenciement. L'exact contraire du droit civil dans lequel les deux parties sont à égalité. Il a donc été ajouté dans le code civil actuel que les contrats de travail étaient exclus de ce droit entre égaux, le code du travail servant précisément à limiter pour partie l'arbitraire patronal.** »¹.

Le droit du travail est une protection partielle et sans doute encore insuffisante pour celles et ceux qui sont soumis-e-s à cet arbitraire patronal. C'est ce fragile rempart, construit dans les luttes, que la loi Macron veut démolir aujourd'hui.

2) Que dit exactement la loi Macron ?

Pour comprendre en quoi cette loi met fin au droit du travail tel qu'il existait jusqu'ici, il faut aller chercher l'article 83 (p. 223 dans la version PDF ci-jointe). Voici ce que l'on peut y lire :

« II. – L'article 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative est abrogé.

III. – Le code civil est ainsi modifié :

1° Le second alinéa de l'article 2064 du code civil est supprimé.

2° L'article 2066 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le deuxième alinéa n'est pas applicable aux litiges en matière prud'homale. »²

3) Que veut dire cet article 83, en apparence très « technique » ?

Pour comprendre cet article, il faut aller lire les trois dispositions qu'il modifie :

D'abord, l'article 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995, que la loi Macron veut supprimer, dit la chose suivante : « *Les dispositions des articles 21 à 21-5 [de cette même loi du 8 février 1995] ne s'appliquent à la médiation conventionnelle intervenant dans les différends qui s'élèvent à l'occasion d'un contrat de travail que lorsque ces différends sont transfrontaliers.* »

Qu'est-ce qu'un « différend transfrontalier » ? Selon ce même article 24 de la loi du 8 février 1995, c'est un différend « dans lequel, à la date où il est recouru à la médiation, une des parties au moins est domiciliée ou a sa résidence habituelle dans un Etat membre de l'Union européenne autre que la France et une autre partie au moins est domiciliée ou a sa résidence habituelle en France. » Autrement dit, en abrogeant cet article 24 de la loi du 8 février 1995,

la loi Macron décide que les médiations conventionnelles relatives à un contrat de travail ne seront plus réservées aux seuls différends transfrontaliers, comme c'était le cas jusque-là.

Qu'est-ce qu'une médiation conventionnelle ? Comme le suggère la lecture de l'article 24, pour le savoir, il faut aller voir les articles 21 à 21-5 de cette même loi du 8 février 1995. Voici ce que dit l'article 21 : « La médiation régie par le présent chapitre s'entend de tout processus structuré, quelle qu'en soit la dénomination, par lequel deux ou plusieurs parties tentent de parvenir à un accord en vue de la résolution amiable de leurs différends, avec l'aide d'un tiers, le médiateur, choisi par elles ou désigné, avec leur accord, par le juge saisi du litige. »

Qu'est-ce que ça signifie ? Que l'autorisation de déroger aux dispositions collectives encadrant les conditions de travail n'est plus une exception réservée aux « différends transfrontaliers » : le processus de médiation « à l'amiable » va désormais pouvoir être utilisé par un employeur pour faire plier ses employé-e-s dans TOUT conflit relatif à un contrat de travail, sans exception.

Ensuite, l'article 2064 du code civil, que la loi Macron va modifier, affirme ceci :

« [Alinéa 1] Toute personne, assistée de son avocat, peut conclure une convention de procédure participative sur les droits dont elle a la libre disposition, sous réserve des dispositions de l'article 2067. [Alinéa 2 (supprimé par la loi Macron)]

1. <http://blogs.mediapart.fr/blog/richard-abauzit/181214/projet-macron-en-route-pour-lesclavage>

2. http://www.assemblee-nationale.fr/14/ta-pdf/2498-art_49-3.pdf

Toutefois, aucune convention ne peut être conclue à l'effet de résoudre les différends qui s'élèvent à l'occasion de tout contrat de travail soumis aux dispositions du code du travail entre les employeurs, ou leurs représentants, et les salariés qu'ils emploient. »

Qu'est-ce qu'une « convention de procédure participative » ? Cette procédure a été instaurée en 2010 et est entrée en vigueur en 2012 dans le droit civil français. Selon l'article 2062 du code civil : « La convention de procédure participative est une convention par laquelle les parties à un différend qui n'a pas encore donné lieu à la saisine d'un juge ou d'un arbitre s'engagent à œuvrer conjointement et de bonne foi à la résolution amiable de leur différend. » Voici comment l'ordre des avocats de Paris la présentait en 2012 : « la convention de procédure participative est inspirée du droit collaboratif anglo-saxon ; elle consiste en la conclusion d'une convention entre les parties à un conflit et leurs avocats, en vue de rechercher, ensemble, une solution constructive dans une démarche de discussion »³.

Comme le rappelait Gérard Filoche dans Le Monde (section « Economie », 14 janvier 2015), le contenu de cette convention, conclue pour une durée déterminée, est fixé par l'article 2063 du code civil. Selon cet article 2063 : « La convention de procédure participative est, à peine de nullité, contenue dans un écrit qui précise : son terme ; l'objet du différend ; les pièces et informations nécessaires à la résolution du différend et les modalités de leur échange. » Commentaire de Gérard Filoche : « cela signifie qu'une fois la convention participative engagée, le recours aux prud'hommes est interdit ». En

effet, l'article 2065 du code civil dit : « tant qu'elle est en cours, la convention de procédure participative rend irrecevable tout recours au juge pour qu'il statue sur le litige. Toutefois, l'inexécution de la convention par l'une des parties autorise une autre partie à saisir le juge pour qu'il statue sur le litige ». Toujours selon Filoche : « s'il y a accord sur la convention, les parties peuvent (article 2066) soumettre, si elles le veulent, l'accord à un juge. Lequel ? Car le même article 2066 supprimant la phase de conciliation, il y a peu de chances qu'il s'agisse des prud'hommes. »

Avec l'adoption de la loi Macron, il devient donc possible de « résoudre » un litige portant sur un contrat de travail par une « convention de procédure participative », dans une démarche de « discussion ». Mais qu'est-ce que ça veut dire concrètement ? Qu'on va être sous pression pour signer ! Appliquée aux conflits du travail, cette convention ce sera en fait une mascarade d'accord, qui remplacera une procédure prud'homale. La signature de cet « accord » s'inscrira dans le cadre de la relation employeur-employé qui est une relation d'exploitation, totalement inégalitaire.

Enfin, l'article 2066 du code civil, que la loi Macron va également modifier, dit :

« [Alinéa 1] Les parties qui, au terme de la convention de procédure participative, parviennent à un accord réglant en tout ou partie leur différend peuvent soumettre cet accord à l'homologation du juge. [Alinéa 2] Lorsque, faute de parvenir à un accord au terme de la convention, les parties soumettent leur litige au juge, elles sont dispensées de la conciliation ou de la médiation préalable le cas échéant prévue. »

La loi Macron ajoute donc ici un troisième alinéa, selon lequel « le deuxième alinéa n'est pas applicable aux litiges en matière prud'homale. » Autrement dit, **selon cette nouvelle disposition, un employeur et un employé qui ne sont pas parvenus à un accord conventionnel seront obligés d'entrer en « médiation » avant de soumettre leur litige au juge : dans ce cas, pas de dispense possible, il faudra donc passer par un tiers « médiateur »... avant de pouvoir porter le conflit en justice. Par qui sera désigné le tiers ? Comment garantir sa neutralité ? La loi ne répond pas à ces questions : là encore on peut craindre le pire.**

4) En résumé : une déclaration de guerre qui ne dit pas son nom

Si cette loi passe définitivement, les fragiles protections dont pouvaient jusqu'à aujourd'hui bénéficier les travailleuses et les travailleurs vont voler en éclats.

A partir de là, **une convention signée « à l'amiable » entre tel employeur ou employeuse et tel-le employé-e primera sur les dispositions collectives – même si celles-ci sont plus avantageuses pour l'employé-e !** Comme le souligne Richard Abauzit dans l'article déjà cité, le « volontariat » des salariés permettra en effet à l'employeur « de s'exonérer de la loi et des accords collectifs, du moment qu'avec le salarié ils règlent leurs litiges par convention entre eux, les prudhommes étant alors dessaisis. » Et Abauzit poursuit : « Il suffira au patron, pour chaque litige, d'obtenir "l'accord" du salarié et aucun juge, prud'homal ou non, ne pourra venir troubler cet "accord" au nom d'un quelconque droit du travail. Travailler

3. <http://www.avocatparis.org>

le dimanche, la nuit, 12h par jour, 60h par semaine, pour un demi-SMIC... du moment que le salarié est "d'accord". »

« Accord », « volontariat »... Bien sûr, il faut mettre des guillemets. Car derrière ces mots il y a la réalité, celle que vivent les millions de travailleuses et de travailleurs : l'exploitation, la soumission aux patrons, le « si t'es pas content, tu dégages », le chantage

permanent au chômage. La loi Macron nie cette réalité et généralise la possibilité de recourir à des procédures dites « amiables ». Or le patronat n'est pas devenu, du jour au lendemain, l'ami de la classe ouvrière. Les intérêts des travailleuses et des travailleurs sont et restent frontalement opposés aux intérêts de celles et de ceux qui les exploitent.

En résumé : sans le dire, et

sous couvert d'un assouplissement des procédures de règlement des conflits, la loi Macron déclare la guerre aux travailleuses et aux travailleurs. Alors contre cette loi destructrice, pas de procédure « à l'amiable » : la victoire, nous l'obtiendrons seulement par la lutte !

le 24 février 2015

LUTTES DE CLASSE

Petite action contre Juppé à l'ENS



Mardi 21, avec les camarades de l'ENS (Paris), on a fait une petite action contre Juppé, qui fait en ce moment sa tournée des grandes écoles pour chercher le soutien de jeunes (aux dents longues) dans sa course à la présidentielle et d'abord à la primaire contre Sarkozy...

On a distribué un tract, signé

par Solidaires étudiant-e-s (principale force mobilisée), le PG et le NPA.

On a d'abord réussi à obliger Juppé, son service d'ordre, les tuiles de l'ENS et toute l'assistance encravatée à renoncer à la principale salle de l'ENS (au 45 rue d'Ulm), dont nous avons bloqué l'entrée, et aller faire leur conférence plus loin (au 29).

Puis nous avons tapé de l'extérieur sur une issue de secours et les fenêtres de la salle en reprenant des slogans pendant tout le discours de Juppé, rendu difficilement audible...

"C'est pas les sans-papiers, c'est Juppé qu'il faut virer"; "les emplois fictifs, on n'oublie pas"; "Rwanda, on n'oublie pas"; "Juppé, t'es génial, tu lances la grève générale". Etc.

Nous avons pu signifier à Juppé que le mouvement ouvrier n'a pas la mémoire courte et qu'il peut se mettre où on pense son "ambition pour la France".

Pour plus de détails, voir <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=739>

Correspondant,

le 22 avril 2015

LUTTES DE CLASSE

Rassemblement le 20 avril, avec les salarié-e-s de TFN en grève



C'est une grève qui s'est montrée bien trop discrète jusque là mais qui dure. Ouverte depuis le 11 mars, elle porte tout aussi bien des

revendications concernant le respect du code du travail, que les conditions d'exercice ou les revalorisations salariales. En effet, la direction de TFN ne rembourse pas le pass navigo à 50 % comme le stipule pourtant la loi. En outre, ils/elles demandent à pouvoir bénéficier de deux tenues de travail

(!) ainsi qu'une prime de 15€ pour leur nettoyage de tenue, la suppression de la clause de mobilité (selon laquelle un-e salarié-e peut-être d'un instant à l'autre contraint-e de se déplacer géographiquement pour travailler), la conversion de deux CDD en CDI, l'accès à une formation professionnelle. Du côté

salarial, une augmentation de salaire, un 13e mois et surtout l'assurance de pouvoir travailler au moins 16h par semaine.

Nous nous sommes rendus ce lundi 20 avril au rassemblement qu'ils/elles tenaient, devant le centre des finances publiques à Paris, rue Réaumur, leur apporter notre soutien. Étaient présents la CGT TFN et la CGT Paris, qui organisent la grève, ainsi que Solidaires et deux camarades (TC) du NPA. Le rassemblement a regroupé 25 personnes, plus les soutiens qui sont venus témoigner de leur solidarité. Venu avec bidon et bâton de bois comme instruments de percussion, les salarié-e-s de TFN ont fait entendre leur revendication devant le centre des finances publiques, malheureusement sourd et aveugle car déjà fermé : « Frottez !

Frottez ! Il faut payer » ; « 16h minimum pour tous les salariés ! », etc. Pourquoi les finances publiques ? Parce qu'il s'agit du lieu de travail d'un certain nombre de salarié-e-s de TFN, filiale spécialisée dans le nettoyage du groupe Atalian. TFN-Atalian, grand vainqueur d'un appel d'offre du marché public du nettoyage de nombreux services et administrations de l'État. Le principal critère de sélection des appels d'offre étant celui qui permet le moins de dépense, c'est sur la pressurisation et la précarisation de la main-d'oeuvre que s'appuie l'État et le gouvernement pour faire des économies, en externalisant des services, cela au profit de grandes entreprises capitalistes qui exploitent autant que possible leurs salarié-e-s. Les grévistes ne s'y sont pas trompé-e-s : leur premier slo-

gan scandé était « TFN voleur ! Finances publiques complices ! »

Parallèlement, la BNF est touchée par le même type de mouvement, où cette fois-ci c'est le concurrent direct de TFN, à savoir ONET qui voit ces salarié-e-s entrer en grève pour des revendications similaires. C'est à la construction de liens, à la mise en action d'autres personnels non encore entrés en mouvement, et à leur convergence qu'il faut maintenant travailler pour construire un mouvement en mesure d'arracher des victoires. C'est le sens de l'intervention que nous avons faite quand les grévistes ont donné la parole aux soutiens présents.

Laury Krickhahn,

le 22 avril 2015

LUTTES DE CLASSE

Transport routier & logistique : grand lessivage de printemps



Après l'annonce des PSE de Total et de DIM, ça n'aura échappé à personne qu'après la déconfiture des négociations de branche dans le Transport routier de marchandises (TRM) en mars, dernièrement les annonces de gros plans sociaux dans les entreprises de transport et de logistique sont pléthore !

Après les 2500 emplois liquidés l'année dernière chez Mory Ducros, les organisations syndicales de MoryGlobal ont cette fois-ci signé un accord sur le projet de plan de sauvegarde de l'emploi le 13

avril, à l'issue d'une réunion au Ministère des transports. Les 2138 licenciements seront notifiés le 27 avril, signant ainsi l'arrêt de mort de l'entreprise Mory, un des plus vieux transporteurs du pays, pour le plus grand bonheur de ses actionnaires.

Ce fut ensuite à Gefco de défrayer la chronique de la misère ordinaire en confirmant mardi dernier qu'elle étudiait la suppression de 530 postes, soit plus de 10% de ses effectifs dans l'Hexagone. Gefco, qui emploie plus de 4000 salariés, est un nom connu en France, notamment pour ses wagons bleus à l'estampille jaune remplis de voitures neuves. C'est en effet l'ex filiale spécialisée dans la logistique automobile de PSA Peugeot Citroën. Le constructeur auto a cédé,

fin 2012, 75% de son capital aux chemins de fer russes (RZD) pour 800 millions d'euros tout en conservant une participation minoritaire de 25%. Et un rôle de principal client...

L'autre coup dur de la semaine, ce sont aussi les infos qui ont fuité du Comité central d'entreprise du groupe Intermarché le 16 avril. 4000 licenciements prévus, 600 suppressions de postes sur 6 bases logistique en France, ces chiffres interpellent. Ce CCE était réuni pour faire le point sur le plan de transformation logistique entamé depuis 2012 et qui sera achevé en 2018. Bien sûr, la direction dément ces chiffres... mais sans pour autant avancer de données précises pour les contredire.

Enfin, dans le cadre de son plan

de continuation, les Transports Borex à Ancenis (44) viennent d'obtenir l'autorisation de réduire leurs effectifs. Le PSE va supprimer 115 postes, répartis sur toutes les 8 agences françaises.

Il y a fort à parier que ce n'est qu'un début tant la concurrence bat son plein dans ce secteur clé de l'industrie et des services. Mais les grands capitalistes du transport

et de la logistique sortiront toujours leur épingle du jeu puisque ce sont eux qui l'organisent, toujours sur notre dos. Les socialistes se sont alignés sur le patronat en appelant de leurs vœux la création du statut commun de conducteur européen qui pourrait être créé dans les cinq ans. Il ferait converger les conditions fiscales, sociales et réglementaires. Mais pas ques-

tion toutefois d'aligner ce standard sur le modèle français, jugent les entreprises. « *Il faudrait surtout harmoniser le temps de travail* », disent-elles, donc dégommer les 35 heures... ça tombe bien : les prochaines « réformes » arrivent à grands pas !

Damien Lanchron,

le 21 avril 2015

LUTTES DE CLASSE

Grève : les routierEs montrent la voie !



Article publié dans *l'Anticapitaliste* du 29 janvier 2015¹

Une grève des salariéEs des transports routiers a commencé le 18 janvier à l'appel de l'intersyndicale CGT-FO-CFTC-CGC. Entre autres revendications, augmenter les premiers coefficients de la grille salariale, maintenus sous le SMIC depuis 3 ans, en augmentant de 5% l'ensemble de la grille avec un plancher de 10 euros de l'heure et de 100 euros net par mois, 13e mois pour touTEs, reconnaissance de la pénibilité, suppression des 3 jours de carence maladie...

Différentes actions ont eu lieu sur tout le territoire : blocages, opérations escargot, occupations de sites stratégiques... Tous les piquets sont reconduits et la CFDT, premier syndicat du secteur, a annoncé qu'elle prendrait part au conflit mercredi. Le Medef est vent debout contre les revendications des routierEs : c'est un enjeu majeur pour

toute notre classe que cette grève gagne.

Qu'est-ce qu'un routierE ?

Avant 1994, les salariéEs étaient « tâcherons », payés au kilomètre sans limitation d'heures. Un aménagement des contrats de travail avait été négocié en 2000 : une base mensuelle de 152 heures au taux de base et un contingent d'heures « d'équivalence » à 125 % (contrat type à 186 heures, dont 34 heures à 125 %).

Mais cet « esprit tâcheron » perdure car les salariéEs vont chaque mois chercher leur paye dans les heures supplémentaires qui, au-delà de la 186e heure, sont payées à 150 %. Le patronat est gagnant : ça empêche les embauches et les salariéEs ne se pré-occupent pas du taux horaire mais du nombre d'heures sup faisables. Ces « heures d'équivalence » sont libellées comme telles plutôt qu'en « heures supplémentaires contractuelles », avec des règles d'attribution des repos compensateurs beaucoup moins favorables. Tout a été prévu pour que soit maintenue une précarité latente.

Enfin, un report de charge de travail et de qualification – sans

augmentation de salaire – s'est opéré sur les chauffeurs : les opérations de manutention dévolues aux employés des clients leur sont maintenant ordonnées. C'est du dumping social rampant puisque la convention collective du transport est moins favorable que celle des manutentionnaires dont les clients peuvent à présent se passer.

Le labo de la concurrence

Le traité de Maastricht a favorisé l'émergence de monopoles multinationaux en abolissant notamment une tarification plancher instituée en 1961. En 1999, une loi instituait le monopole des commissionnaires sur l'affrètement. Dix ans plus tard, le Conseil européen promulguait la directive « cabotage » qui autorise le transport intérieur par des sous-traitants étrangers. Sarkozy et Merkel ont signé des deux mains puisque les nouveaux monopoles européens sont surtout allemands (Deutsche Bahn et DHL-Deutsche Post) et français (Norbert Dentressangle et Géodis-SNCF). Ces magnats organisent la concurrence entre les opérateurs de transport. Cela provoque des sentiments xénophobes car des salariéEs des pays de l'Est, moins

1. <http://npa2009.org/actualite greve-les-routieres-montrent-la-voie>

payés, affluent sur les routes françaises.

Il faut donc montrer que ce dumping social a une origine : la recherche du profit maximal. Les salaires sont maintenus au plus bas, les heures nombreuses et pas toutes payées, les conditions de travail effroyables. Il est indispensable de montrer que l'Union européenne, avec ses directives, est l'instrument du grand patronat qui exacerbe la concurrence pour écraser la classe ouvrière. Si l'on ne veut pas laisser le FN en profiter, il faut dialoguer avec le sentiment fortement anti-UE des salariéEs, en montrant la nécessité d'une rupture anticapitaliste avec l'UE et d'une nationalisation sous contrôle ouvrier des

grands groupes du transport et de l'affrètement.

Perspectives de la grève

Le patronat a quitté délibérément la table des négociations mardi 20 janvier après le refus des syndicats d'accepter 2 % d'augmentation, un centime au dessus du SMIC (9,62 euros) pour les premiers coefficients de la grille, mais seulement 1 % pour le coefficient le plus haut, soit un écrasement de la grille. De jeunes chauffeurs, très précaires, ont souvent montré dans les discussions leur accord sur les revendications mais les plus anciens montraient un soutien à leurs employeurs. Par ailleurs, la CFTD a tout fait pour reporter son appel

à rejoindre la grève. L'urgence est d'étendre les actions et la grève sur tout le territoire.

Le transport routier est un secteur clé. En 1996, le patronat et l'État avaient cédé au bout de 13 jours de grève et avaient octroyé un dispositif de pré-retraite (le CFA) garantissant un départ subventionné à 55 ans (57 maintenant). C'est une grève comparable qu'il faut construire aujourd'hui. Pour cela, nous avons besoin du soutien actif d'un maximum de militantEs d'autres secteurs et d'organisations du mouvement ouvrier. C'est un enjeu majeur pour tous les travailleurEs.

Damien Lanchron,

le 31 janvier 2015

LUTTES DE CLASSE

Conflit routier : où en est-on ?



Article pour l'Anticapitaliste du 5 février 2015¹

Mardi 3 février se tenait de nouveau une réunion de négociations au ministère du Travail entre les organisations patronales et les syndicats représentatifs des salariéEs du transport et des activités auxiliaires.

La dernière négociation s'était tenue jeudi 29 janvier et fut aussi marqué par l'arrêt provisoire des blocages et actions entrepris depuis lundi 18. Lors de cette dernière réunion, des divergences entre les organisations patronales avaient commencé à apparaître. En effet, certaines représentent les TPE et PME (OTRE, TLF) alors que

d'autres représentent les magnats du transport et de l'affrètement (FNTR), et beaucoup de divergences existent entre patrons, les uns sous-traitant les autres (voir article dans l'Anticapitaliste n°274). L'OTRE s'était montrée favorable à la discussion concernant les salaires et le 13e mois, et les syndicats avaient collectivement décidé de centrer les débats sur la question des salaires, ce qui laissait entendre une négociation favorable.

Entre-temps, la CFTD qui faisait cavalier seul jusqu'alors, a décidé de rejoindre l'intersyndicale. Cependant, elle a déjà émis l'hypothèse que si les négociations de mardi 3 février tournaient mal, elle partirait en blocage dès dimanche 8 février à 22h... mais sans en avoir discuté avec les autres centrales. C'est pas ce qu'on peut appeler un bon départ !

Les « avancées » par rapport au lundi 19 janvier

Le 19, le patronat se butait à 2 % pour les premiers coefficients de la grille, une mesure hygiénique visant à les repasser au-dessus du SMIC sous lequel ils étaient maintenus depuis 3 ans, et un écrasement de la grille, avec 1 % seulement pour le coefficient supérieur qui concerne pourtant 150 000 salariéEs.

Mardi 3 février dans l'après-midi, les organisations patronales (OTRE) proposaient 2,2 % pour les plus bas coefs et 1,4 % pour les autres, ainsi qu'une augmentation de 2 % des frais de route. Autant dire rien au regard des revendications communes : 5 % pour tous, salariéEs sédentaires compris (administratif, garage, exploitation) avec un plancher de 10 euros de l'heure

1. <https://npa2009.org/actualite/conflit-routier-ou-en-est>

et 100 euros net mensuels.

Les autres revendications – telles que la suppression des jours de carence maladie – semblent être remises aux calendes grecques du fait de la focalisation des débats sur les salaires.

Au moment où ces lignes sont écrites, les négociations sont toujours en cours.

Un rapport de forces dur à mettre en place

La crise du mouvement ouvrier n'épargne pas la profession car les actions de l'intersyndicale ont été menées par peu de militants et surtout que par des militants. Toutes les organisations ont fait l'inventaire et le constat que beaucoup de

leurs élus n'étaient même pas présents aux premières heures des blocages.

Des appels ont été lancés en cours de semaine mais personne – à part sur de rares endroits comme Clermont-Ferrand (Cournon) ou Libercourt (62) – n'est venu grossir les rangs des bloqueurs. Même la CFDT, pourtant premier syndicat dans le métier, a eu du mal à déployer ses forces sur sa seule journée d'actions de mercredi, ses « troupes » étaient pourtant toutes fraîches.

Cependant, à partir de lundi prochain, si les négociations montrent un piétinement, les blocages pourraient cette fois-ci partir en trombe du fait de l'entrée de la

CFDT, mais toujours avec les seuls militants.

On touche du doigt l'étrangeté de l'époque et la nécessité de faire converger l'ensemble des luttes en intersyndicale et en interprofessionnel. Un seul secteur, aussi nuisible puisse-t-il être quand il se met en grève, ne saurait à lui seul remporter ses luttes. C'est un constat fait aussi lors des dernières grèves de cheminotEs. Les attaques du patronat et du gouvernement sont nombreuses et générales, notre parti doit être parmi les fers de lance de la convergence des luttes.

Damien Lanchron,
le 4 février 2015

LUTTES DE CLASSE

Conflit routier : suite et fin



Article pour l'hebdomadaire *L'Anticapitaliste* du 26 mars 2015

Le 16 mars avait lieu une dernière mobilisation des routiers pour les salaires. L'intersyndicale était au complet mais l'envie n'était plus là. Ce fut encore une fois une grève de militants, et la crise syndicale était mesurable partout.

Les syndicats revendiquent désormais un taux horaire minimum de 9,82 euros, alors que les employeurs refusent d'aller au-delà de 9,62 euros, soit un centime au-dessus du Smic... Ces derniers pestent également contre une spécificité hexagonale : le temps de disponibilité doit être comptabilisé dans le temps de travail hebdoma-

daire. Ainsi, ils n'ont aucun intérêt à envoyer deux conducteurs dans un camion, pour que l'un dorme pendant que l'autre conduit, car ces heures de sommeil comptent dans le temps de travail.

Une dernière action sera organisée le 26 mars à Aubervilliers, mais les salariés n'ont jamais été au rendez-vous, et cela laisse présager de leur engagement dans la mobilisation nationale du 9 avril...

Les institutions européennes en relais

Fin 2014 en Allemagne, une réforme annonçait la création d'un Smic à 8,50 euros/h. Le gouvernement surprenait alors en tentant de l'imposer aux chauffeurs routiers en transit sur le territoire. Des réactions n'ont pas tardé, la Pologne – où s'applique un Smic à 2,60 euros – le jugeant « discriminatoire et disproportionné ». Sous la pression de l'IRU (Union internationale

des transports routiers) et du Clecat (Comité de liaison européen des commissionnaires et auxiliaires de transport du Marché commun), la Commission européenne a lancé le 21 janvier une « procédure préliminaire » visant à vérifier si l'application du « Smic pour tous est conforme au droit européen ». Le 30 janvier, le ministère du Travail allemand cédait ! Nous mesurons là toute la puissance et la nuisance de l'institution européenne, relais supranational des lobbies capitalistes.

Le 16 février en France, veille du passage en force de la loi Macron, la fédération des transports CGT, pourtant en conflit, annonçait se réjouir d'un amendement visant à faire appliquer la directive détachement aux salariéEs en situation de cabotage. L'annonce de l'échec allemand aurait dû l'alerter et l'inciter à la prudence, alors que la confédération mobilisait contre cette loi. Cela montre à quel point la CGT a mesuré l'échec du conflit

et espère l'intervention du gouvernement en leur faveur. Et ce 26 mars, un accord a minima sera probablement signé.

Au lendemain des résultats des

départementales propulsant une nouvelle fois Sarkozy en tête, on peut imaginer qu'il fera campagne pour 2017 en remettant les heures supplémentaires défiscalisées sur le

tapis. Le risque est grand que les routiers se mobilisent cette fois-ci... pour le faire élire !

Damien Lanchron,

le 28 mars 2015

LUTTES DE CLASSE

Philharmonie de Paris : 380 millions pour financer la construction, mais pas un centime pour payer les choristes !

Article publié dans l'Anticapitaliste du 26 février 2015

Le 14 janvier dernier, la Philharmonie de Paris a ouvert ses portes. L'Orchestre de Paris y sera résident, c'est-à-dire qu'il assurera la plus grande partie des concerts. Or le chœur attaché à l'Orchestre de Paris est un chœur amateur (traduire : bénévole).

Alors qu'il est de plus en plus difficile de vivre pour les artistes lyriques, que le chômage et la pauvreté font rage dans la profession, l'État prend la décision d'institutionnaliser le travail non payé. C'est pour réagir à cette situation que le collectif Colère lyrique a vu le jour. Ses revendications sont très ambitieuses : il demande... que la loi soit appliquée ! Il est en effet interdit d'employer des bénévoles pour un concert organisé dans un cadre lucratif. Or, plus de 60% des concerts avec chœur seront assurés par des bénévoles !

Les langues se délient et certains chefs de chœur expliquent qu'il est plus « agréable » de tra-

vailer avec des amateurs : les amateurs seraient vraiment passionnés par la musique alors que les professionnelEs ne penseraient qu'à faire des cachets...

En fait, ce qui est plus « agréable », c'est qu'avec un chœur amateur, on répète beaucoup et longtemps. Les chefs de chœur sont d'ailleurs payés pendant ces répétitions. Avec des professionnelEs en revanche, il faut payer les répétitions, alors on en fait le moins possible. De plus en plus, le métier de choriste consiste à apprendre des partitions seule chez soi pour les interpréter une ou deux fois en concert, avec un ou deux cachets de 120 euros à la clef. Rapporté aux heures de travail fourni, on tombe bien en-dessous du Smic...

Des bénévoles exploités...

Le collectif ne reproche pas à ces chœurs bénévoles d'éventuelles insuffisances techniques ou artistiques. Au contraire, quand on impose à ces chœurs des exigences de

professionnelEs, et que l'on vend (cher) les places de leurs concerts, ce ne sont plus des amateurs qui chantent pour leur plaisir mais des bénévoles qu'on exploite.

Le mardi 3 mars prochain auront lieu des négociations entre l'État et les « partenaires sociaux » pour discuter de l'encadrement des pratiques amateurs. Les précédentes négociations s'étaient arrêtées net quand les représentants du parc d'attractions du Puy-du-Fou en Vendée étaient montés au créneau en entendant qu'on pensait à limiter l'usage du bénévolat dans la culture.

Cette attaque contre les artistes lyriques n'est qu'un exemple des attaques dont sont victimes les artistes et travailleurEs de la culture. Le récent mouvement contre la réforme de l'assurance chômage montre que les résistances existent, et qu'il faudra les fédérer.

Contact du collectif : collectifcolerelyrique@outlook.fr

Pauline Mériot,

le 4 mars 2015

BURE : LE TROU PUANT DU CAPITALISME

BURE EST LE PIRE DES PIRES DE TOUS LES PROJETS DÉGUEULASSES
VOILÀ POURQUOI IL FAUT ABSOLUMENT SE MOBILISER CET ÉTÉ
IL N'Y A PAS ENCORE UN SEUL GRAMME DE DÉCHET À BURE

ON PEUT ENCORE TOUT STOPPER

Le nucléaire a été **imposé** au monde entier sans se soucier ni des conséquences sanitaires possibles ni du devenir des **déchets mortels** qu'il allait produire.

Les capitalistes avaient besoin de profits, d'énergie et de bombes pour leurs sales guerres économiques.

Rien à foutre **des conséquences** !

Dans ce système que nous subissons toujours, c'est le **marché** qui fait la loi.

À l'époque (années 70), les pauvres écolos qui posaient les bonnes questions étaient traînés dans la boue, ridiculisés, traités par les médias et les pouvoirs publics de passésistes bornés.

Quarante ans après, on ne sait toujours pas prévenir les catastrophes et on ne sait toujours pas gérer les déchets ni démanteler les centrales.

C'est bien pourquoi **il faut d'extrême urgence arrêter le nucléaire** !

1/ Plus le temps passe, plus nous sommes sous l'épée de Damoclès de **catastrophes** redoutables.

2/ Quelles que soient les solutions que nous trouverons pour nous protéger sérieusement des déchets radioactifs, pour démanteler ou surveiller les installations existantes, pour dépolluer les morceaux de planète contaminés, ces solutions seront **ruineuses** en énergie humaine, scientifique, économique et vont peser sur l'avenir de l'humanité pour des générations et des générations.

Mais une fois que l'on a dit cela et que **l'on se bat de toutes nos forces pour l'arrêt du nucléaire**, on sait très bien qu'il va nous rester les déchets existants.

Et c'est là que **Bure se révèle comme la pire des monstruosités !**

MONSTRUOSITÉ MORALE

Ajoutant la bêtise à la bêtise, un gamin qui cache sous le tapis les restes du vase qu'il a cassé, ce n'est pas grave.

Mais **enterrer un poison mortel** quand on s'aperçoit de l'erreur gravissime qu'on a commise, là on touche à l'**inconscience** et à l'**immoralité** les plus absolues.

Les **déchets nucléaires** existants, il faut s'en occuper, **pas les enfouir** !

Faute de quoi la **perte de maîtrise** nous place, nous et nos descendants, devant un fait accompli absolument ahurissant : devoir espérer que la **barrière géologique** tienne. Sans rien, absolument rien pouvoir faire pour se protéger en cas de défaillance.

Or cette défaillance est presque inéluctable compte tenu des échecs cuisants des seules expériences connues en la matière (**WIPP aux États-Unis, Asse en Allemagne**) et des mensonges répétés des pouvoirs publics pris la main dans le sac. *

<http://www.reporterre.net/Le-mensonge-nucleaire-reste-impuni>

D'autre part, c'est peut être le seul cas connu dans l'histoire de la science où l'on abandonne tout espoir après à peine 20 années de recherche et de questionnement et pour cause, ça ne peut pas « leur » rapporter grand chose.

Or, il faudra demain que la communauté humaine, débarrassée du capitalisme prédateur, s'attelle à bras le corps à l'éradication de ce sinistre poison que nous aura laissé le nucléaire. Ces bandits qui nous ont imposé le nucléaire et ses déchets n'ont pas le droit de nous priver **en plus** de la possibilité de trouver un jour une solution.

Bure, c'est le triomphe du désespoir.

MONSTRUOSITÉ DÉMOCRATIQUE

1/ Cigéo à Bure est **imposé** aux populations et aux élus à coups de dizaines et de dizaines de millions d'euros **d'argent corrupteur** depuis 20 ans.

Premier exemple dans l'histoire des institutions où l'on distribue de l'argent avant même qu'il y ait nuisance.

Rappelons que, grâce aux luttes et aux arguments des opposants, **l'arrivée des premiers déchets** pour l'enfouissement a été repoussée en **2025** si ils parviennent à leurs fins.

Rappelons que, d'ici là, les élus locaux devront donner des avis.

Comment **dire non** quand on est arrosé de **subventions** pour la moindre façade de maison, pour le moindre club sportif, pour la moindre chaîne de montage d'entreprise ?

L'argent sale coule à flots depuis 2 décennies dans ce qui est la plus formidable histoire de corruption institutionnalisée de notre belle « démocratie ».

Du jamais vu !

2/ les « grands » élus nationaux s'en foutent et s'en remettent au lobby nucléaire en qui ils ont une foi aveugle ou dont ils sont les relais zélés. En général, ils n'y connaissent rien et ne cherchent pas à se faire une idée objective.

Edifiant : la loi qui a autorisé le processus menant à l'enfouissement a été votée par seulement 17 députés entre Noël et Nouvel An. Bel exemple de civisme pour un projet qui va concerner des milliers de générations !

3/ Plus de 40 000 meusiens et haut marnais ont signé une pétition pour demander à être consultés par référendum : refus des pouvoirs publics au motif qu'il s'agit d'un projet d'envergure nationale et non locale.

Les phases de « débat public » organisées dans le cadre de la Loi sont une pure mascarade destinée à faire croire que la démocratie s'exerce. En effet, ces faux débats ne sont que « consultatifs » et n'ont aucune espèce d'influence ni sur les décisions, ni sur le calendrier.

Exemple confondant : en 2005, le 1^{er} débat public organisé a conclu que l'écrasante opinion des participants était pour le maintien en surface des déchets et la recherche de solutions alternatives. Dans la foulée immédiate, le gouvernement a confirmé le choix de l'enfouissement à Bure.

ET SURTOUT MONSTRUOSITÉ ÉCOLOGIQUE

Cigéo à Bure, c'est **99% de la radioactivité** des déchets existants qui serait enfouie au même endroit, des centaines de fois **Tchernobyl** (25 000 morts), des risques de **pollution** sur des surfaces inimaginables et la **contamination des nappes phréatiques** sur des centaines de km².

Cigéo à Bure, c'est la mort qui se prépare, sans espoir de protection.

Où en est-on aujourd'hui ?

La phase dite « expérimentale » est sur le point de se terminer.

L'Andra (agence nationale chargée de creuser le trou) achète des milliers d'hectares de terre, prépare les terrains pour l'acheminement par route et par voie ferrée.

En 2017 l'autorisation de construction du centre de stockage proprement dit sera lancée et il sera de plus en plus dur d'interrompre le processus.

Aujourd'hui, on peut encore empêcher cette abomination.

C'est pourquoi les opposants veulent faire de cet été un temps fort, un point de départ, un nouveau souffle pour cette lutte emblématique et essentielle.

Toutes et tous à **Bure** le **dimanche 7 juin 2015**
pour une randonnée informative le matin
et un encerclement symbolique du site l'après midi à 15 h !

Nous devons être des milliers !

Renseignements ici : <http://100000pasabure.over-blog.com/>

Toutes et tous à **Bure** entre le **1^{er} et le 10 août 2015** pour un temps de réflexion/action

Passage au stade supérieur de la résistance ? ZAD ou pas ZAD ? Toutes les idées et toutes les sensibilités seront les bienvenues pour cette semaine qui doit permettre de donner du sens, de créer du lien, de l'engagement.

Ce sera le point de départ d'une nouvelle **phase de rejet massif et construit** face à l'aveuglement capitaliste et à la folie nucléaire.

Soyons nombreux ! Faisons tourner l'info !

Renseignements ici : <http://valognesstopcastor.noblogs.org/files/2015/03/Ram%C3%A8ne-ta-pioche.pdf>

TOUTES ET TOUS CET ÉTÉ À BURE !

CONTRE TOUTES LES OPPRESSIONS

Manifestation aux côtés des travailleurSEs du sexe

La pénalisation des clients sera discutée au Sénat, après avoir été supprimée, de la loi dite de "lutte contre le système prostitutionnel", en juillet 2014. Nous sommes contre cette mesure qui n'aura pour effet que d'aggraver les conditions d'exercice des travailleur/SES, les précarisant toujours plus. Soyons nombreux/SES au rassemblement de samedi 28 mars, 14h au métro Pigalle. Lire l'appel à manifester :

A Paris et à Toulouse. Signez, faites tourner, et venez !

"Les 30 et 31 mars prochains, le Sénat discutera la proposition de loi de « lutte contre le système prostitutionnel » déjà votée par l'Assemblée en décembre 2013. Si la commission spéciale du Sénat chargée d'examiner la loi avant sa discussion a retiré les articles 16 et 17 visant à pénaliser les clients de prostituées, cette mesure pourrait notamment revenir lors de la discussion via des amendements.

Nous rappelons donc que toute mesure de pénalisation, directe ou indirecte, de l'exercice de la prostitution, ne fait que fragiliser les prostituées et n'apporte aucune réponse aux problèmes qu'elles

peuvent rencontrer (précarité, exploitation, violences, traite). La pénalisation des clients est notamment dénoncée par l'ONUSIDA, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la Commission Nationale Consultative pour les Droits de l'Homme (CNCDH), et l'ensemble des organisations de prostituées, de santé communautaire avec les prostituées, ou de lutte contre le sida, parce qu'elle les isole, les précarise, accroît leur insécurité, et augmente les risques sanitaires auxquels elles et ils font face. Le débat sur la pénalisation des clients, de plus, détourne l'attention de ce qui devrait pourtant rassembler toutes les forces progressistes et féministes, à savoir aider les prostituées à améliorer leurs conditions de vie et de travail, impliquant la possibilité d'arrêter la prostitution pour celles et ceux qui le souhaitent.

La vulnérabilité des prostituées aux violences et à l'exploitation ne sera pas combattue par des mesures punitives et policières, mais par des mesures sociales, lesquelles sont justement les grandes absentes de cette proposition de loi.

Plutôt qu'un conditionnement des (maigres) aides sociales à l'arrêt de la prostitution, plutôt qu'un conditionnement de l'abrogation du délit de racolage à la pénalisation des clients, et plutôt que des titres de séjour précaires, nous défendons l'accès aux droits dans le respect du parcours et des décisions des personnes, des régularisations qui permettent l'accès à la justice pour les victimes de violences ou d'exploitation, et l'abrogation immédiate du délit de racolage et des arrêtés municipaux interdisant l'espace public aux prostituées.

Nous appelons donc à manifester contre cette proposition de loi, contre la pénalisation des clients, et pour le respect des droits des prostituées."

— À Paris : Samedi 28 mars, 14H à Pigalle.

— A Toulouse : le vendredi 27 mars, 17h Place Belfort.

Premiers signataires :

Act Up-Sud Ouest, AIDES, Collectif 8 mars Pour TouTEs, Grisélidis, STRASS-Syndicat du Travail Sexuel.

Tendance Claire,
le 27 mars 2015

CONTRE TOUTES LES OPPRESSIONS

Pour un mouvement féministe massif, inclusif et lié aux autres luttes !



La politique austéraitre conduit aux restrictions des dépenses de santé et aux fermetures de services publics, qui touchent en priorité les plus pauvres et les plus précaires, donc en majorité des femmes. La réalité du droit à l'avortement est mise en cause par l'insuffisance des moyens dans les centres IVG et des centres de planning ferment (Toulouse, Colombes...). Le manque de places en crèche conduit au renoncement forcé de nombreuses mères au travail ou à des dépenses insupportables pour les parents obligé-e-s de recourir à des modes de garde privés.

Au travail, les inégalités de postes et de salaires sont criantes et le blocage des salaires pèse encore plus durement sur les personnes les plus mal payées : les femmes sont là aussi les plus touchées.

Tou-te-s ensemble contre le gouvernement Hollande-Valls-Macron !

Avec la loi Macron, le gouvernement veut ajouter à cela l'extension du travail du dimanche, qui touchera tout particulièrement les femmes, nombreuses dans les activités de commerce. À cela s'ajoutent la généralisation de « contrats » individuels pour contourner les dispositions favorables du code du travail et les conventions collectives, tout en mettant en cause la représentation des personnels dans l'entreprise, les tribunaux prud'homaux et l'inspection du travail. Cette attaque sans précédent vise à casser le droit du travail, à permettre aux patrons d'exercer une pression maximale sur les salarié-e-s individualisé-e-s. Il est indispensable de préparer toutes et tous ensemble la journée de grève et de manifestations du

9 avril, à l'appel des syndicats ; il faudra que ce ne soit pas une journée d'action sans lendemain, mais le premier acte d'un mouvement d'ensemble, d'une grève générale !

Tout en multipliant ses attaques anti-sociales, le gouvernement utilise les odieux attentats contre Charlie hebdo et l'Hyper casher pour en appeler à l'union nationale. Il essaie ainsi de faire accepter à la population le rôle de plus en plus important de l'impérialisme français dans les interventions au Moyen-Orient et en Afrique aux côtés des États-Unis. En même temps, il aggrave le climat sécuritaire, militarisant encore plus les villes, aggravant la surveillance et la répression sur les jeunes des quartiers, les sans-papiers et les militant-e-s, à commencer par les camarades des ZAD. Avec cette politique, il contribue activement à la montée de l'islamophobie, au plus grand bénéfice du FN. Et les attaques islamophobes

frappent tout particulièrement les femmes voilées.

De plus, le gouvernement n'a même pas tenu ses promesses concernant la PMA pour toutes et refuse de reconnaître les droits des personnes trans (dépathologisation de la transidentité, libre changement d'état civil, libre choix de son médecin, remboursement à 100% des frais médicaux de transition, etc.).

Enfin, il ne fait rien contre les réseaux de proxénétisme et pour sortir les femmes de la prostitution forcée, ce qui supposerait de leur accorder des papiers et de mettre en place des dispositifs sociaux. Plus généralement, il refuse de reconnaître des droits aux travailleurs/ses du sexe. Au contraire, la menace d'un retour au Parlement de la proposition visant à pénaliser les clients des prostitué-e-s est bien réelle, alors que cela n'empêcherait évidemment pas la prostitution, mais reviendrait à rendre ses conditions d'exercice encore plus difficiles et dangereuses pour les prostitué-e-s.

Ce 8 mars à Belleville... car pour l'unité sans exclusive !

Dans ce contexte, il est nécessaire de réaffirmer la nécessité d'un mouvement féministe indépendant du pouvoir, combatif, massif et inclusif. Nous déplorons qu'il ne soit toujours pas possible de construire une mobilisation féministe commune et continuerons le combat en ce sens. Mais la condition de l'unité est la définition d'objectifs communs et le droit pour toutes et tous (organisations, collectifs, individu-e-s...) de participer aux initiatives et aux luttes en défendant par ailleurs les convictions de leur choix, y compris donc leurs éventuelles croyances religieuses, avec ou sans le port d'un voile, et y compris les revendications portées

par le STRASS (syndicat des travailleurs et travailleuses du sexe). C'est pourquoi, cette année encore, la Tendance CLAIRE du NPA manifeste à Belleville, à l'appel du Collectif « 8 mars pour toutes » – et nous regrettons qu'une partie de nos camarades du NPA n'ait pas fait ce choix.

Pour le développement des idées communistes autogestionnaires dans le mouvement féministe !

La Tendance CLAIRE du NPA défend le projet du communisme autogestionnaire et un programme de revendications axé sur l'objectif du pouvoir des travailleurs/ses auto-organisé-e-s. C'est pourquoi, tout en participant au mouvement féministe dans le respect de ses formes d'auto-organisation, nous y défendons – comme au sein du mouvement ouvrier et des mouvements anti-impérialistes et anti-racistes – les idées du communisme autogestionnaire. Nous publions ci-dessous les passages consacré à la question des oppressions dans la plateforme que la TC a défendue avec d'autres camarades pour le récent congrès du NPA.

Contre les oppressions

Nous luttons avec tou-te-s les opprimé-e-s, notamment pour que notre classe ne se laisse pas diviser par des réactionnaires qui pointent des boucs émissaires et défendent le capitalisme. Mais nous ne réduisons pas ces luttes à l'entreprise, car elles traversent toute la société. Tout en défendant l'alliance avec le mouvement des travailleur-se-s et la nécessité de la révolution, **nous misons sur l'auto-organisation de celles et ceux qui luttent pour leur émancipation**. Nous sommes particulièrement attentif/ve-s aux personnes subissant des oppressions croisées,

qui décuplent les effets de domination... et rendent particulièrement explosives leurs potentialités de révolte. **Nous menons le combat contre les oppressions non seulement en général, mais aussi dans les organisations du mouvement ouvrier**, les syndicats, les différentes structures de lutte et notre propre parti. C'est une question de principe et une condition pour aller aujourd'hui vers une véritable convergence de toutes les luttes – et demain vers une révolution sociale qui bouleverse non seulement les rapports de production, mais l'ensemble des rapports sociaux.

Nous lions les revendications concrètes à l'objectif de **l'égalité réelle des droits pour tou-te-s : étrangers/français, femmes/hommes, LGBTI/hétéros** ; régularisation immédiate de tou-te-s les sans-papiers, droit de vote des étrangers-ères à toutes les élections, abrogation de toutes les lois anti-immigré-e-s ; contre la stigmatisation des musulman-e-s, le racisme anti-Roms ; pour l'égalité femmes/hommes à tous les niveaux ; développement de structures collectives (restaurants, crèches...) pour briser la double journée de travail imposée aux femmes ; interdiction du travail de nuit (sauf nécessité, comme les urgences) ; défense des centres IVG, droit à la PMA pour tous les couples ; changement d'état civil sur simple demande pour les trans et remboursement à 100% des frais médicaux de transition sans condition ; lutte contre les préjugés à l'école...

Relier les luttes spécifiques à notre combat anticapitaliste

Si le lieu de travail est un lieu de construction stratégique prioritaire pour en finir avec le capitalisme, il n'est pas le seul. Le capitalisme

impacte notre environnement ou encore nos relations sociales. **Il s'agit donc d'aider à l'organisation des opprimé-e-s qui luttent dans différents domaines.**

Pour les luttes écologistes, féministes, LGBTI, antifascistes, comme pour la défense des besoins concrets de la population (maintien d'un bureau de poste, d'une gare, etc.), **nous soutenons ou impulsions la création de collectifs** avec des individus, des associations et/ou des syndicats qui permettent de combiner différents types de militantisme. Par exemple, nous contribuons à regrouper les militant-e-s écologistes radicaux-ales avec les militant-e-s ouvrier-ères pour mettre en évidence les intérêts communs de celles et ceux qui veulent lutter contre NDDL, le barrage de Sivens, l'enfouissement des déchets nucléaires en Meuse,

etc. De même, nous intervenons dans les collectifs féministes et militons pour qu'il en existe dans les entreprises, les facs, les lycées, pour développer la conscience féministe et les luttes autonomes des femmes, et si possible sur des bases de classe. **Nous défendons aussi et promovons les réunions non mixtes** pour permettre aux personnes opprimées de se rencontrer, de prendre la parole, de discuter, d'élaborer et d'agir entre elles.

Des pratiques militantes en accord avec notre projet

Sans prétendre que notre parti puisse être une « contre-société », il doit être un lieu d'émancipation, vigilant contre la reproduction des oppressions, où les nouveaux et nouvelles militant-e-s puissent prendre leur place.

Cela implique **des réunions adaptées à la vie des travailleur-se-s** par leurs horaires et leur durée comme par leur contenu qui articule analyses et conclusions pratiques pour la lutte. Cela implique aussi **de limiter la division entre tâches « intellectuelles »** (formation, élaboration, etc.) et « manuelles » (diffs, collages, etc.). La formation aux acquis théoriques et historiques du marxisme, du mouvement ouvrier, enrichis plus récemment par ceux du féminisme, de l'écologie radicale, etc., est nécessaire pour l'égalité dans les débats. Il faut aussi **généraliser l'organisation de gardes d'enfants** lors des réunions pour que cette tâche ne repose pas sur les femmes. Cette responsabilité doit être portée collectivement.

Tendance Claire,
le 8 mars 2015

CONTRE TOUTES LES OPPRESSIONS

Toulouse : vers une union antiraciste et populaire !

Cet article est paru dans l'Anticapitaliste (hebdomadaire du NPA) paru le 27 février 2015.

Les attentats des 7 et 9 janvier, que nous condamnons, vont influencer durablement la situation politique française. La poursuite de la guerre en Irak votée le 13 Janvier à l'Assemblée dans un climat d'unité nationale, la chasse au « je ne suis pas Charlie » notamment dans l'Éducation Nationale, le passage en force de la loi Macron sont les piliers de la croisade décrétée par Hollande, Valls & co.

Dans ce contexte, les musulmans font office d'ennemi intérieur suspectés d'être « djihadistes », « islamo-fascistes » (!). La stigmati-

isation croissante d'une partie de la population, l'islamophobie, justifiée par une campagne médiatique de grande ampleur, entraînent la banalisation du passage à l'acte. En l'espace d'un mois, plus de 150 agressions à caractère islamophobe ont été recensés, ce qui correspond à une augmentation de 70% par rapport à Décembre 2014.

Lors de son dernier congrès, le NPA a acté qu'une riposte était nécessaire. Dans ce sens, à Toulouse, le NPA Jeunes a impulsé l'organisation d'un meeting « Contre l'union sacrée, pour une union antiraciste et populaire », dans un cadre unitaire mis en place à l'université du Mirail et qui a regroupé plusieurs organisations, dont certaines issues

des quartiers. Malgré le climat de censure politique mis en place sur la fac dans le cadre du plan vigipirate, ayant déjà interdit une AG féministe et le conseil fédéral de Solidaires Etudiant-e-s, nous avons maintenu notre initiative et nous avons réussi à regrouper près de 70 personnes, dont plusieurs s'investissent dans la constitution d'un collectif qui se veut le plus large possible. D'ores et déjà, nous avons lancé une invitation à organiser de façon unitaire une manifestation le Samedi 21 Mars à l'occasion de la journée de mobilisation contre tous les racismes, que nous espérons massive et combative.

Roudoudou (P2) et TLR (P5),
le 27 février 2015

SYRIZA

Plan de réformes du gouvernement grec : la capitulation complète de Tsipras se confirme



Suite à l'accord de vendredi 20 février entre Tsipras et l'Eurogroupe, le gouvernement s'était engagé à fournir une liste des réformes pour prouver sa bonne volonté à respecter l'esprit de l'accord et ainsi commencer à percevoir les fonds du programme d'aide.

La lettre du gouvernement grec à l'Eurogroupe, longuement négociée avec les institutions européennes, a été rendue publique mardi matin¹. Et la conclusion à en tirer est limpide : le gouvernement Tsipras renonce à son programme anti-austérité et s'engage à poursuivre les contre-réformes des mémorandums. La trahison des engagements de campagne est spectaculaire et rapide, et malheureusement inéluctable, à partir du moment où Tsipras avait renoncé à toute rupture avec la bourgeoisie grecque et l'Union européenne.

Fort logiquement, l'Euro-

groupe a donné mardi 24 février son feu vert à la poursuite du programme d'assistance.

La poursuite des politiques publiques d'austérité

Tsipras s'engage comme tous les gouvernements à lutter contre la fraude fiscale. Mais ses engagements ne se limitent pas à cela. L'objectif est surtout de limiter strictement les dépenses publiques et sociales, qui ont déjà été considérablement amputées par les gouvernements précédents :

- « contrôler les dépenses de santé » ;
- « rationaliser les politiques de retraites et éliminer les échappatoires et les incitations qui donnent lieu à un taux excessif de retraites trop précoces dans

toute l'économie, et en particulier dans les secteurs bancaire et public », « consolider les fonds de pension » ;

- « réformer la grille des salaires du secteur public en vue de décompresser la distribution des salaires [augmenter les disparités salariales] grâce à des gains de productivité et des politiques de recrutement appropriées sans réduire les planchers salariaux actuels, mais **en s'assurant à ce que la masse salariale du secteur public n'augmente pas** » ;
- « **réduire l'ensemble des dépenses**, sans mettre en péril le fonctionnement du secteur public et en conformité avec les bonnes pratiques de l'UE » ;
- « **encourager les pratiques manageriales fondées sur le**

1. <http://www.reuters.com/article/2015/02/24/us-eurozone-greece-text-idUSKBN0LS0V520150224>

mérite, mettre en place une véritable évaluation du personnel de base, établir des procédures équitables pour maximiser la mobilité des ressources humaines et des autres ressources dans le secteur public ».

Il s'agit donc de bloquer les salaires des fonctionnaires et d'introduire les pratiques managériales les plus dégueulasses dans le secteur public. C'est la continuité des politiques antérieures.

Ne revenir sur aucune privatisation !

« Les autorités grecques s'engagent à ne pas revenir sur les privatisations qui ont été achevés. Lorsque le processus d'appel d'offres a été lancé, le gouvernement laissera la procédure aller jusqu'à son terme, conformément à la loi ». Pas question donc revenir sur la privatisation du port du Pirée. Pour l'avenir, il est dit que le gouvernement promouvra les partenariats public-privé et pourra envisager de nouvelles privatisations.

Flexibiliser le marché du travail et subordonner toutes les politiques publiques aux exigences de la « compétitivité »

« La Grèce cherchera à atteindre les meilleures pratiques de l'UE concernant la législation du marché du travail grâce à un processus de consultation avec les partenaires sociaux tout en bénéficiant de l'expertise et la contribution de l'OIT, l'OCDE et l'assistance technique disponible existante »

« La Grèce introduira progressivement une nouvelle approche

'intelligente' de la négociation collective des salaires qui vise à trouver un équilibre entre les besoins de flexibilité et d'équité. Cela comprend l'ambition de rationaliser et au fil du temps de **hausser le salaire minimum d'une manière qui préserve la compétitivité et les perspectives d'emploi**. La portée et le calendrier des modifications apportées au salaire minimum seront prises en consultation avec les partenaires sociaux et les institutions européennes et internationales, dont l'OIT, et tiendront pleinement compte des conseils d'un nouvel organisme indépendant qui examinera si l'évolution des salaires est en phase avec les développements de la productivité et de la compétitivité. »

« La Grèce cherchera à lever les barrières à la libre concurrence, conformément aux recommandations de l'OCDE »

« La Grèce poursuivra ses efforts pour éliminer les restrictions disproportionnées et injustifiées à l'accès aux professions réglementées »

Le gouvernement Tsipras s'engage donc à mettre en place les contre-réformes promues par les institutions internationales sur le marché du travail, l'ouverture à la concurrence des professions réglementées [loi Macron], etc. et cela sous la surveillance constante de la Troïka. **Toutes les mesures anti-austérité sont donc remises au placard**, et leur éventuelle application est subordonnée à l'objectif de « compétitivité »... autrement dit, elles sont remises aux calendes grecques ! Et même les « mesures humanitaires » sont conditionnées au fait qu'elles n'aient « aucun effet fiscal négatif » !

Les choses sont désormais limpides. Alors que Mélenchon et Laurent ont crié « victoire » après l'accord du 20 février, oseront-ils applaudir un plan de contre-réformes contre les travailleurs/ses et une trahison aussi manifeste des engagements de campagne de Tsipras ?

Combattre l'accord du 20 janvier et le plan de contre-réformes du gouvernement grec

Notre perspective, c'est un soulèvement des travailleurs/ses grecs contre l'accord du 20 janvier et contre le plan de contre-réformes du gouvernement Tsipras. La solidarité avec le peuple grec doit se faire sur ces bases là. Et en mettant en avant des solutions immédiates pour sortir réellement de l'austérité :

- **annulation de toute la dette publique ;**
- **nationalisation du secteur bancaire et des entreprises stratégiques sous le contrôle des travailleurs/ses ;**
- **rupture avec l'UE et l'euro, réquisition de la banque centrale pour émettre une nouvelle monnaie inconvertible sur les marchés financiers ;**
- **monopole du commerce extérieur pour ne plus être soumis à la dictature des marchés mondiaux.**

Tendance Claire,
le 24 février 2015

SYRIZA

Grèce : après la capitulation de Tsipras devant la Troïka, tout faire pour empêcher l'application de cet accord scélérat



Contrairement à celles et ceux qui pensaient que Tsipras allait faire les premiers pas d'une rupture avec l'austérité - même timides - nous avons indiqué¹ que Tsipras devrait très vite choisir entre renoncer à son programme anti-austérité ou rompre avec la bourgeoisie grecque et l'UE. En effet, il n'y a pas de rupture possible avec l'austérité sans politique anticapitaliste véritable, c'est-à-dire révolutionnaire. Les événements qui se succèdent le démontrent une fois de plus.

Tsipras a d'abord passé un accord avec les *Grecs indépendants* (parti de droite souverainiste) pour former le gouvernement. Avec un tel parti lié à l'Église et à l'Armée, il n'était évidemment pas question de prendre la moindre mesure contre la toute puissante Église orthodoxe, et encore moins d'envisager une quelconque nationalisation de ses richesses. Tsipras a ensuite passé un accord avec la **Nouvelle Démocratie** (parti de droite,

frisant avec l'extrême-droite, qui a appliqué les mémorandums depuis trois ans avec le PASOK) pour faire élire un président de la République de la ND (et par ailleurs, ex-ministre de l'Intérieur au moment de la répression des manifestations de 2008). C'est en opposition totale avec ses engagements et c'est un mépris scandaleux pour les travailleurs/ses qui ont donné une large majorité à Syriza au Parlement et sanctionné de façon très nette la ND. En plus de faire élire un conservateur à la présidence de la république, Tsipras a également plié à l'injonction de Juncker de ne pas remplacer le commissaire européen grec de droite par un membre de Syriza, ce qui aurait été le cas si ce commissaire avait été placé à la présidence de la République.

Après cette série de capitulations devant la bourgeoisie grecque, le gouvernement grec dirigé par Tsipras a aussi, tout à fait logiquement, capitulé devant les

exigences de Hollande et Merkel. L'accord conclu le 20 février n'est malheureusement pas une surprise. Depuis sa victoire, et malgré des discours et des postures lyriques, les concessions se sont enchaînées pour trouver leur débouché logique le 20 février.

Le contenu de l'accord signe la trahison des promesses de campagne de Tsipras²

Cet accord signe une capitulation complète de Tsipras devant les injonctions des bourgeoisies européennes :

- **Le gouvernement grec s'engage à rembourser intégralement et dans les délais impartis toute la dette que l'État grec doit à ses créanciers.** On sait que Syriza ne revendiquait plus l'annulation unilatérale de la plus grande partie de la dette, mais une négociation qui devait déboucher sur le même résultat... En effet, le résultat est impressionnant !

1. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/articles-pdf/artpdf-713.pdf>

2. Le texte de l'accord peut être lu à l'adresse suivante : <http://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2015/02/150220-eurogroup-statement-greece/>

— **Le « programme d'aide » actuel est prolongée et la tutelle de la Troïka est maintenue.** Le mot « Troïka » disparaît au profit des « Institutions », mais c'est bien le seul changement. Lors de son discours d'investiture devant le parlement, Tsipras semblait catégorique : « Schäuble [ministre allemand des finances] peut nous le demander de n'importe quelle façon, nous ne demanderons pas d'extension du plan d'aide actuel ». Or, c'est bien le plan d'aide actuel qui a été étendu (pour 4 mois), avec les mêmes contrôles par les experts de la Troïka, qui patrouilleront sur place et émettront des jugements en fonction desquels le programme d'aide pourra être stoppé à tout moment.

— **Le gouvernement grec renonce à toute mesure unilatérale qui aurait un impact budgétaire négatif et s'engage à ne pas revenir en arrière sur les réformes déjà accomplies.** Le mémorandum n'est donc pas mort, il est maintenu intégralement, et Tsipras doit avoir le feu vert de la Troïka pour la moindre mesure. D'ores et déjà, le gouvernement grec a fait savoir qu'il n'était pas question d'augmenter le salaire minimum d'ici fin juin (où l'extension du programme prendra fin).

Cet accord est donc une trahison des engagements de Tsipras moins d'un mois après son élection. Dès ce lundi 23 février, le gouvernement doit présenter sa copie à la Troïka qui décidera si le gouvernement grec mérite ses subsides... qui

serviront à rembourser les créanciers !

Quand Tsipras et ses groupies françaises dévoilent leur vrai visage

Tsipras et la clique autour de lui n'ont peur de rien, et surtout pas de prendre le peuple grec pour des idiots. Tsipras a assuré « avoir gagné une bataille » permettant à son pays « de laisser derrière lui l'austérité, le mémorandum, la Troïka ». Varoufakis, son ministre des finances, a déclaré : « nous avons pu concilier le respect des règles de l'Eurogroupe avec celui de la démocratie, et cela signifie qu'un grand pas a été accompli en Europe. La Grèce laisse le mémorandum derrière elle et devient coauteur des réformes et de sa destinée ».

Ces gens là n'ont vraiment aucun scrupule et ils cherchent à tromper les travailleurs/ses en utilisant les ficelles les plus grosses. Ils peuvent compter sur leurs groupies françaises qui montrent elles-aussi leur vraie visage, celui de la démagogie sans limite. Sur Twitter, le soir même de l'accord scélérateur, Pierre Laurent exultait : « Cet accord-pont est 1 victoire du peuple grec & la preuve que le changement est possible »³. Et Mélenchon dans la même veine, claironnait : « Hourra ! L'ignoble Schäuble n'a pas eu le dernier mot ! Félicitations au gouvernement grec ! »⁴.

C'est tout simplement sidérant ! Pourtant, les antilibéraux honnêtes (eh oui ils existent !) ne pouvaient qu'acter la capitulation de Tsipras, comme l'a fait très clairement Ludovic Lamant sur Mediapart⁵.

Pour une mobilisation des travailleurs/ses qui balaie l'accord du 20 février !

L'enjeu désormais est d'avoir la mobilisation la plus grande possible en Grèce contre cet accord, et pour forcer les députés à rejeter cet accord. Et de mobiliser ici contre cet accord scélérateur qui maintient la Grèce sous tutelle et l'engage à rembourser intégralement sa dette, en solidarité avec les travailleurs/ses grecs. Hollande, logiquement, a salué un « bon compromis », du point de vue des intérêts de classe qu'il défend : ceux des capitalistes. Nous dénonçons le gouvernement français qui cherche à maintenir les travailleurs/ses grecs sous tutelle et à leur faire payer une dette dont ils ne sont pas responsables. **Nous exigeons l'annulation de toute la dette publique grecque, en premier lieu celle détenue par l'État français.**

A l'opposé des gesticulations pitoyables d'un Mélenchon ou d'un Laurent, nous ne pouvons que saluer avec émotion l'appel de Manolis Glezos, député européen de Syriza, et héros de la Résistance antifasciste, dont nous avons traduit l'appel⁶. Il dit les choses sans détour et présente ses excuses au peuple grec d'avoir participé à cette illusion. Et il appelle à la mobilisation contre l'accord et dit sans aucune ambiguïté qu'il ne doit y avoir aucun compromis avec la Troïka. Soit le gouvernement se soumet à la Troïka, et soit il rompt avec l'UE. Il n'y a pas d'autre issue, n'en déplaise aux antilibéraux européistes⁷ qui continuent à propager l'illusion d'une possible rupture avec l'austérité dans le cadre de l'UE.

3. https://twitter.com/plaurent_pcf/status/568867215681961984

4. <https://twitter.com/JLMelenchon/status/568881551989207040>

5. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=11840>

6. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=11855>

7. l'analyse de Pierre Khalifa : <http://blogs.mediapart.fr/blog/pierre-khalifa/210215/la-grece-sur-le-fil-du-rasoir>

En Grèce, les anticapitalistes d'Antarsya dénoncent sans aucune ambiguïté l'accord du 20 janvier, et appellent à la mobilisation pour le défaire⁸. Nous sommes solidaires de leur combat qui est celui du peuple grec, et nous partageons avec eux une grande partie des solutions immédiates qu'il faut promouvoir pour

sortir réellement de l'austérité :

- annulation de toute la dette publique ;
- nationalisation du secteur bancaire et des entreprises stratégiques sous le contrôle des travailleurs/ses ;
- rupture avec l'UE et l'euro, réquisition de la banque cen-

trale pour émettre une nouvelle monnaie inconvertible sur les marchés financiers ;

- monopole du commerce extérieur pour ne plus être soumis à la dictature des marchés mondiaux.

Tendance Claire,
le 22 février 2015

SYRIZA

Grèce : pas d'issue pour les travailleurs/ses sans rupture révolutionnaire avec la bourgeoisie grecque et l'UE capitaliste !

La crise économique terrible et le tournant austéritaire de 2009

L'ampleur de la crise économique en Grèce a été considérablement accentuée par le cadre de l'Union monétaire européenne. La mise en place de l'euro a en effet figé les parités entre monnaies, et empêché les pays les moins compétitifs de déprécier leur monnaie. Le cadre de l'euro a fait des salaires la seule variable d'ajustement pour redresser la « compétitivité ». L'ajustement a été différé dans les années 2000, au prix d'un déficit commercial grandissant et d'un gonflement de l'endettement (dopé par les taux d'intérêt particulièrement bas) sans rapport avec les profits dégagés dans l'économie. Mais le déclenchement de la crise a rendu l'ajustement inévitable et spectaculaire. Il a été initié par Papandréou (PASOK), immédiatement après sa victoire aux élections législatives d'octobre 2009, malgré ses promesses d'une relance key-

nésienne de l'économie (hausse des salaires et des dépenses publiques). Depuis 2009, les salaires ont baissé d'environ 30%. Les conséquences ont été terribles sur les conditions de vie des travailleurs/ses. Le système de santé est délabré et la malnutrition se développe. Le taux de suicide a augmenté de 44% en 4 ans.

Les politiques d'austérité ne sont pas la cause de l'effondrement économique, elles en sont la conséquence inéluctable dans le cadre du capitalisme. Leur violence a été décuplée en Grèce par le cadre de l'euro.

L'augmentation du taux d'exploitation permise par celles-ci et la purge du capital excédentaire (permise par les faillites d'entreprises) ont permis au taux de profit de se redresser depuis quelques mois. Au prix d'un sacrifice humain terrible, le déficit public est désormais en dessous de 3% du PIB, et l'État dégage même un « surplus primaire », c'est-à-dire un excédent du budget de l'État avant paiement des intérêts de la dette. La croissance (1%) est revenue en 2014, et la Commis-

sion européenne prévoit dorénavant une croissance de 2,5% en 2015 et 3,5% en 2016, c'est-à-dire bien supérieure à la moyenne européenne. Mais ces prévisions font bien évidemment abstraction du contexte politique.

Depuis 2009, les directions réformistes canalisent la colère populaire et permettent au gouvernement d'appliquer le programme de la Troïka

Depuis 2009, la Troïka (Commission européenne, BCE, FMI) a mis la Grèce sous tutelle et a octroyé de nouveaux prêts à la Grèce (« les plans d'aide ») pour qu'elles continuent à payer ses dettes aux banquiers, avec « en contrepartie » un ensemble de réformes structurelles dévastatrices : baisse du salaire minimum, liquidation des conventions collectives, licenciement de fonctionnaires, etc. Une grande partie du patrimoine national (entreprises publiques, littoral,

8. <http://www.antarsya.gr/node/2946>

etc.) a été bradée aux groupes impérialistes.

L'assise populaire des partis bourgeois gouvernementaux s'est effondrée. Alors que le PASOK et la Nouvelle Démocratie représentaient ensemble depuis des années autour de 80% des suffrages exprimés, leur base électorale s'est effondrée en 2012, ce qui a les obligés à former un gouvernement d'union nationale, majoritaire uniquement grâce à la prime de 50 députés pour le parti arrivé en tête.

Les directions syndicales ont tout fait pour empêcher la révolte populaire de bloquer l'économie et de renverser le gouvernement. Depuis 2009, plus de 30 journées de « grève générale » dispersées ont canalisé la colère tout en évitant la paralysie du pays. Les principales centrales syndicales (ADEDY dans le public et GSEE dans le privé) ont donc protégé le gouvernement, tout comme le PAME, pôle syndical dirigé par le KKE (parti communiste stalinien), aux déclarations radicales, mais qui a lui aussi refusé de donner d'autres perspectives que des journées d'action dispersées. Quand la foule voulait envahir le parlement, c'est le service d'ordre du KKE qui a aidé la police à protéger les institutions bourgeoises de la vindicte populaire. Quant à la direction de Syriza, elle n'a rien fait pour stimuler les luttes; en 2013, elle a par exemple refusé de soutenir les enseignants en grève qui voulaient braver l'ordre de réquisition, n'offrant comme perspective aux travailleurs/ses en lutte que d'attendre les prochaines élections.

Janvier 2015 : Victoire électorale de Syriza

L'incapacité de la majorité sortante à faire élire un président de la république par le parlement (à la majorité qualifiée de 60%) a

contraint le premier ministre Samaras à convoquer des élections législatives anticipées. Avec un peu plus de 36% des voix (contre 28% à la Nouvelle Démocratie de Samaras), Syriza a progressé de presque 10 points par rapport à 2012 et a frôlé la majorité absolue au parlement, obtenant 149 sièges sur 300. Son électorat s'est homogénéisé, et il a surtout progressé parmi les classes moyennes. L'énorme enjeu de l'élection et la pression au vote utile auraient pu se traduire par une dégringolade de la gauche anticapitaliste. Mais le KKE passe de 4,5% à 5,5%, et Antarsya (en coalition avec des courants réformistes de gauche anti-UE) double son score, certes modeste, passant de 0,33% à 0,64%. Les vieux partis de « centre gauche » sont laminés : le PASOK réalise 4,7% (encore 12,3% en 2012), et les dissidents du PASOK (autour de Papandréou) ne franchissent pas la barre des 3%. Dimar, scission de droite de Syriza, est lui aussi laminé et discrédité par sa participation au gouvernement d'union nationale. L'espace du centre gauche est désormais dominé par une nouvelle formation « La Rivière », social-libérale pro-européenne qui a réalisé 6%. Les néonazis d'Aube dorée se hissent en troisième position, bien qu'ils aient été impliqués dans des affaires criminelles (meurtres, extorsions de fonds, etc.) et que leurs principaux dirigeants soient en prison : si leur progression est pour le moment enrayée avec 6,3%, ils bénéficient d'un fort soutien parmi les forces de répression de l'appareil d'État. C'est un élément lourd de menace si la situation allait dans le sens d'un grand affrontement de classes dans la rue et dans les grèves. Quant aux Grecs indépendants, souverainistes de droite (mais pour rester dans l'UE), ils sont en repli à 4,7% contre 7,5% en 2012.

Tsipras a fait le choix de s'allier avec les Grecs indépendants, en offrant le ministère de la Défense à leur dirigeant Kammenos, leader populiste, raciste, nationaliste, autoritaire, proche de l'armée et l'Église. Il aurait pu symboliquement s'adresser au KKE, malgré leur sectarisme légendaire. Il aurait pu tenter de mettre en place un gouvernement minoritaire, quitte à provoquer ensuite de nouvelles élections pour avoir une majorité absolue. Mais Tsipras a fait le choix de faire un gouvernement de « salut national » et de s'allier avec des défenseurs autoritaires de l'ordre capitaliste. **Le cadre est fixé : pas question de toucher à la propriété capitaliste, aux structures de l'État bourgeois (et notamment à son appareil répressif), il s'agira de rompre avec l'austérité à l'intérieur de ce cadre...**

Le programme de Syriza : des mesures d'urgence limitées, et aucun moyen pour les mettre en œuvre !

L'espoir suscité par Syriza repose sur un certain nombre d'engagements anti-austérité, notamment : rétablissement du salaire minimum à son niveau de 2012 (751 €); rétablissement d'un treizième mois pour les retraites inférieures à 700 € mensuels; abolition d'une taxe immobilière injuste; réintégration de 2 000 fonctionnaires licenciés, dont les femmes de ménage de l'administration des finances qui ont mené une lutte emblématique; annulation des mesures flexibilisant le marché du travail. **Tsipras a promis de mettre en œuvre immédiatement un plan de 12 milliards pour répondre à l'urgence humanitaire... mais en comptant essentiellement sur des fonds européens, la lutte contre la**

fraude fiscale, et le retour de la croissance.

Mais quels sont les moyens pour mettre en œuvre ces promesses ? En 2012, Syriza n'avait déjà pas un programme anticapitaliste. Mais il s'engageait à mettre en œuvre un certain nombre de réformes structurelles pour essayer de rendre crédibles une rupture avec les politiques d'austérité. Les promesses anti-austérité ont été maintenues mais les mesures structurelles ont disparu. On peut ainsi parler d'un tournant « populiste » de Syriza, en rupture avec le réformisme classique.

À genoux devant la bourgeoisie grecque, son Église et son État

Enfin, même une partie des « promesses » commencent à fondre deux semaines après l'arrivée au pouvoir. En apparence, dans les jours qui ont suivi sa victoire, Tsipras a tenu bon sur ses engagements anti-austérité. Mais ce n'est en fait déjà plus tout à fait le cas. Les reculs ont déjà commencé. **La hausse du salaire minimum à 750 € est officiellement maintenue... mais d'ici 2016, par étapes, et avec des compensations pour le patronat** (exonérations fiscales). L'impératif semble être de ne pas nuire à la compétitivité des entrepreneurs grecs, dont les Grecs indépendants se veulent les fervents défenseurs. Tsipras le magicien veut faire croire qu'il pourra augmenter les salaires sans prendre sur les profits.

En outre, les mesures de réintégration de fonctionnaires ne sont pas seulement très maigres par rapport aux milliers de licenciements réalisés par le précédent gouvernement, mais les ministres expliquent qu'elles dépendront des négociations internationales.

Les mesures favorables aux droits des étrangers et des LGBTI

sont manifestement, par delà les discours, reportées aux calendes grecques, au vu de l'alliance avec les Grecs Indépendants et donc l'Église orthodoxe

De même, l'arrêt de privatisations reste dans le flou, d'autant plus que Tspiras s'est engagé à respecter le budget... d'austérité voté par l'ancienne majorité ND-PASOK et auquel Syriza s'était à l'époque opposé !

Syriza ne promettait pas l'expropriation des gros capitalistes, mais il promettait la nationalisation du secteur bancaire, puis la simple constitution d'un pôle public bancaire. **Aujourd'hui, il n'est plus question de nationaliser la moindre banque.**

À genoux devant l'UE, la BCE et le FMI

Syriza promettait d'annuler unilatéralement la plus grande partie de la dette. **Aujourd'hui, il n'est plus question d'annuler la dette, ni même de décréter un moratoire sur le paiement des intérêts, mais de la renégocier tout en continuant les remboursements.** L'objectif affiché par le nouveau ministre de l'économie grec Varoufakis est de ramener la dette publique à 120% du PIB (contre 175% aujourd'hui). Il a d'ailleurs fait appel au banquier français Matthieu Pigasse pour le conseiller dans la négociation afin d'atteindre cette cible. Les économistes de Syriza rivalisent d'ingéniosité pour proposer des dispositifs visant à alléger le fardeau de la dette (« obligations perpétuelles », etc.) mais il n'est plus question d'annuler une partie significative de la dette.

Cet objectif est en fait partagé par la bourgeoisie européenne (qui a déjà allégé la dette grecque d'environ 40 milliards en 2012) qui sait très bien que la dette grecque est

insoutenable et qu'il faudra encore l'alléger pour que l'État grec continue à payer. L'enjeu, pour la bourgeoisie européenne, est ailleurs : éviter une annulation de la plus grande partie de la dette grecque et imposer la poursuite d'un agenda de contre-réformes libérales.

Syriza promettait « pas un seul sacrifice pour l'euro ». Ce slogan était déjà problématique puisqu'il laissait croire qu'un gouvernement pouvait rompre d'emblée avec l'austérité sans rompre avec l'UE et sa monnaie. Ce slogan a été encensé par la direction du NPA qui y voyait une belle preuve d'internationalisme. En fait, il traduisait déjà à l'époque, en cohérence avec l'ensemble du programme réformiste de Syriza, le refus d'assumer la nécessaire rupture avec le capitalisme et notamment avec les institutions capitalistes de l'UE. Et il préparait le terrain à la position actuelle de la direction de Syriza : **le refus d'envisager la rupture avec l'UE et l'euro quels que soient les diktats de la BCE, quelles que soient l'issue des négociations.** Autrement dit, Tsipras s'engage à se soumettre à tout ce que les bourgeoisies grecque et européenne lui imposeront.

L'épreuve du pouvoir : Tsipras fait encore semblant... mais il est dans une impasse totale

La position des institutions européennes et des gouvernements est claire : d'accord pour un allègement de la dette, pour de nouveaux prêts, mais à condition que la Grèce respecte les engagements contenus dans le deuxième plan d'aide (mis en place en 2012) et s'engage sur un programme de contre-réformes. La position de Tsipras a d'abord été : je veux un allègement significatif de la dette et des fonds européens sans contrepartie. Inacceptable pour les institutions euro-

péennes, et la BCE a décidé mercredi 4 février de couper un robinet de financement des banques grecques tant qu'un accord n'était pas trouvé entre Tsipras et les européens¹. **Le deuxième plan d'aide se termine le 28 février, avec à la clé un versement de 7 milliards sans lesquels la Grèce risque la banqueroute.** Mais les gouvernements européens sont très clairs : pas question de verser le moindre euro sans engagement précis du gouvernement à mettre en œuvre les réformes contenues dans ce plan.

Malgré un discours en apparence très à gauche lors de son discours d'investiture mardi 10 février, Tsipras met de plus en plus d'eau dans son vin, car il est dans une position intenable, d'autant plus que la fuite des capitaux s'accroît sans que Tsipras ne prenne aucune mesure administrative pour l'entraver. Sans déblocage de fonds européens, il ne pourra plus rembourser sa dette, et même faire face à ses dépenses, payer ses fonctionnaires, etc. D'où l'obligation pour Tsipras de faire des concessions importantes et rapides.

Dans ce sens, le nouveau gouvernement grec est venu à la réunion de l'Eurogroupe (réunion des ministres des finances de la zone euro) de mercredi 11 février avec de nouvelles propositions de compromis pour parvenir à un accord. Tsipras propose qu'un « plan relais » prenne la suite du deuxième plan d'aide jusqu'à l'été prochain, le temps de négocier... et tout en bénéficiant de fonds européens pour tenir le coup d'ici là. Pour convaincre les gouverne-

ments européens :

- Varoufakis a indiqué qu'il était prêt à s'engager à un surplus primaire (budget de l'État) de 1,5% du PIB afin de continuer à payer les créanciers ;
- Il a déclaré que la Grèce était prête à s'engager sur « 70% des réformes contenues dans le mémorandum existant ». On est bien loin des discours enfiévrés de campagne du démagogue Tsipras qui déclarait « *Samaras appartient au passé, bientôt les mémorandums aussi!* ». Il ne s'agit plus aujourd'hui que de jeter 30% des mémorandums²... et bientôt 20% ? 10 % ?

Mais cette ouverture n'a pas débouché sur la moindre perspective d'accord. Les Européens s'opposent à un « plan relais » et exigent une prolongation « technique » du deuxième plan d'aide, et donc le maintien du contrôle de la Troïka sur la mise en place des contre-réformes structurelles. Pour les bourgeoisies européennes, il s'agit d'un problème politique extrêmement grave. D'une part, il leur faut éviter tout effet domino sur la confiance envers les États européens les plus endettés à rembourser leurs dettes. Or, c'est ce que des mesures d'allégement trop rapides et trop larges, sans la poursuite des plans d'ajustement, pourraient risquer de provoquer. D'autre part, il leur faut éviter que les travailleurs/ses en Europe aient l'impression qu'une autre politique est possible et que renaisse parmi eux l'espoir d'une rupture (même partielle) avec l'austérité. En effet, cela pourrait provoquer des mobilisations de masses contre les nou-

velles mesures d'austérité et les gouvernements déjà affaiblis partout en Europe (Espagne, Italie, France, etc.). D'où cette ligne dure. Mais les liens ne sont pas rompus et une nouvelle réunion de l'Eurogroupe est prévu lundi 16 février.

Vers la capitulation ou vers la rupture avec la bourgeoisie grecque et l'UE

Tsipras est pris dans une contradiction tragique :

- il ne veut pas rompre avec la bourgeoisie grecque et veut rester à tout prix dans l'Union européenne et l'euro ;
- il ne peut pas abandonner tout son programme anti-austérité sous peine d'être submergé par une vague de contestation qui menace la survie même de son gouvernement.

C'est pourquoi Tsipras n'a qu'une carte à jouer : supplier les gouvernements européens de faire quelques concessions pour lui donner quelques marges de manœuvres pour appliquer quelques mesures de son programme. Parier sur quelques concessions est rationnel car les gouvernements européens n'ont pas du tout intérêt à la sortie de la Grèce de l'UE, qui entraînerait un défaut de paiement quasi-total de la Grèce qui aurait des répercussions difficiles à évaluer sur l'ensemble de la zone euro. A partir de là, deux issues sont possibles :

- **soit un compromis est trouvé entre Tsipras et la Troïka : Tsipras renoncera à la plus grande partie de**

1. Ce type de coup de pression de la BCE n'est pas une première. En 2010, la BCE avait déjà fait chanter le gouvernement irlandais, et en 2013 c'était au tour de Chypre. A chaque fois, les gouvernements ont obtempéré aux exigences de la BCE.

2. Les mémorandums sont des protocoles d'accord entre la Grèce et la Troïka, qui spécifient très précidément les conditions que la Grèce doit remplir pour continuer à percevoir des fonds. La Troïka a organisé ensuite des visites régulières d'inspection en Grèce, et peut décider de retarder le paiement de la tranche suivante, si elle constate que les efforts demandés en échange de l'argent n'ont pas été accomplis.

son programme, mais il pourra néanmoins appliquer quelques mesures pour sauver la face ;

- **soit une position intransigeante de l'UE le pousse à son corps défendant en dehors de la zone euro.**

Ce dernier scénario est le plus improbable mais il ne peut pas exclu à ce stade, car Tsipras peut difficilement renoncer à tout son programme aussi rapidement. La pression de la rue est forte. Dans ce cas, la rupture déboucherait sur une dévaluation de la nouvelle monnaie grecque, un défaut de paiement, et obligerait probablement Tsipras à nationaliser le secteur bancaire pour faire cesser la fuite des capitaux. Ce serait un premier pas en avant, qui ouvrirait une brèche dans le carcan capitaliste de l'Union européenne. Mais il faudrait évidemment aller plus loin, et engager un processus de rupture avec l'ordre capitaliste grec pour pouvoir sortir de l'austérité. Et tout cela sera impossible sans mobilisation des masses, auto-organisées, d'abord pour exiger que Tsipras mette en œuvre son programme, mais aussi dès maintenant pour formuler toutes les revendications répondant aux besoins des salariés, même si elles débordent le cadre très étroit du programme de Tsipras.

Combattre pour une issue anticapitaliste et révolutionnaire à la crise grecque !

Il ne s'agit pas de jouer aux oiseaux de mauvaise augure : il s'agit de ne pas faire croire que Tsipras pourrait réussir à rompre avec l'austérité sans toucher à la propriété privée des moyens de production et en restant dans le carcan

de l'UE et de l'euro. C'est impossible. Alors que les marges de manœuvre étaient bien plus grandes et que les programmes de Mitterrand et Papandréou (père) étaient bien plus à gauche en 1981, les expériences antilibérales ont systématiquement échoué. Non pas parce que Mitterrand ou Papandréou ne voulaient pas mettre en œuvre leurs mesures anti-austérité, mais parce qu'ils ne le pouvaient pas à partir du moment où ils acceptaient de gouverner dans le cadre du capitalisme. Augmenter les salaires et augmenter les dépenses publiques dans un contexte de crise, c'est réduire les profits, et donc aggraver la crise de rentabilité du capital, et donc rendre impossible le financement des politiques keynésiennes de relance.

Le marxisme n'est pas compatible avec la démagogie keynésienne, et notre devoir est d'alerter sur l'impasse dans laquelle se trouve le gouvernement de Tsipras. La seule issue réside dans l'émergence d'un puissant mouvement des travailleurs/ses qui s'oppose aux renoncements de Tsipras et qui débouche sur un gouvernement des travailleurs/ses, en rupture avec les institutions de la bourgeoisie, et qui prennent les mesures minimales suivantes pour rompre effectivement avec l'austérité :

- **nationaliser sous le contrôle des travailleurs/ses le secteur bancaire** pour prendre le contrôle du crédit ;
- **réquisitionner la Banque centrale grecque pour faire cesser le chantage de la BCE** : il s'agit d'émettre une nouvelle monnaie qui serait inconvertible sur les marchés financiers et donc entièrement contrôlée par la population ;
- **annuler unilatéralement la totalité de la dette publique**

qui est désormais détenue principalement par les États impérialistes ;

- **mettre en place le monopole du commerce extérieur** : toutes les transactions avec l'étranger doivent être contrôlées par le gouvernement des travailleurs/ses. Cela ne signifie pas l'autarcie : les exportations permettront d'acquérir des devises qui financeront les importations, mais la monnaie de l'État ouvrier ne sera pas librement convertible avec les monnaies capitalistes ;
- **nationaliser sous le contrôle des travailleurs/ses les entreprises stratégiques**, car l'appareil productif doit être socialisé et activé pour satisfaire les besoins sociaux, en rupture avec toute logique de profit ;
- **rompre immédiatement avec l'UE et sa monnaie**. Pas question d'obéir au moindre diktat et de partager des règles communes avec des États capitalistes.

Sans théoriser que le socialisme est possible dans un seul pays, il s'agit de prendre les mesures qui permettent d'engager une rupture anticapitaliste à l'échelle nationale, tout en luttant de façon acharnée à l'extension du processus révolutionnaire à d'autres pays. Car rester dans l'UE, c'est forcément capituler et appliquer les politiques qui sont inhérentes à cette prison capitaliste. Et cette rupture radicale avec le système sera le meilleur remède pour mater le fascisme naissant et le développement des idées racistes

Ici en France, nous devons dénoncer toutes les pressions et chantages auxquels participe notre gouvernement. **Nous sommes totalement solidaires du peuple grec**

face à ces attaques, et nous exigeons l'annulation totale et immédiate de la dette grecque détenue par l'État français. Le gouvernement, le PS, l'UMP, et le FN disent en cœur qu'il n'est pas question pour le contribuable français de payer pour la gabegie des grecs : ils cherchent à faire en sorte que les travailleurs/ses de France se sentent solidaires de la politique de la bourgeoisie française contre le peuple grec. A cela, nous répondons qu'il n'est en effet pas question que les travailleurs/ses de France payent un centime de la dette grecque, mais que c'est aux capitalistes français, aux banquiers

et aux industriels, qui se sont enrichis sur le dos des travailleurs grecs, comme ils le font sur le nôtre tous les jours, de payer la dette. Nous sommes solidaires des travailleurs/ses grecques qui luttent contre l'austérité. Mais cela ne veut évidemment pas dire que nous soutenions la politique du gouvernement Tsipras. Comme nous l'avons montré ici, sa politique est précisément incompatible avec une réelle rupture avec l'austérité et l'amélioration significative de la situation des salarié-e-s. L'issue ne se trouve que dans la mobilisation et l'auto-organisation des travailleurs/ses pour leurs revendica-

tions et pour leur propre gouvernement.

Malgré des critiques fraternelles que nous pouvons leur adresser, notre soutien va aux anticapitalistes d'Antarsya qui maintiennent leur indépendance politique par rapport à Syriza. Comme nous, ces camarades mettent en avant la nécessité de nationaliser les banques et les entreprises stratégiques, de rompre avec l'UE et l'euro, et d'annuler la dette publique.

Gaston Lefranc,
le 12 février 2015

INTERNATIONAL

Commémoration du naufrage du Sewol : mobilisation à Séoul



Sur la mobilisation en Corée du Sud du 16 au 18 avril 2015

Le 16 avril, l'anniversaire du naufrage du Sewol

Le 16 avril, environ 70 000 personnes ont manifesté pour annuler le décret de la loi qui veut

complètement vider l'enquête de sa substance de l'enquête sur le naufrage. La manifestation a continué jusqu'à la nuit car les familles de victime voulaient aller à la Maison Bleue (siège de la présidence), même si la présidente Park est partie à l'étranger le 16 avril. La manifestation qui avait lieu à Seoul le 16 avril, s'est déroulée dans une ambiance commémorative plutôt que

revendicative.

Entre le 16 et le 18 avril

La situation a commencé à basculer lorsque les familles de victimes ont été isolées devant Gwanghwa Moon, un symbole historique proche de la Maison Bleue (c'est comme si des manifestant-e-s en France essayaient d'entrer à

l'Élysée). La police les ont encerclés, pour que personne ne puisse sortir/entrer. C'est-à-dire que les familles de victimes ne pouvaient même pas aller aux toilettes, et n'avaient rien à manger depuis le 16 avril. Elles dormaient dans la rue, et quelques passants ont essayé de leur donner à manger.

Le samedi 18 avril

Le samedi 18, les gens ont commencé à se rassembler pour « rencontrer » et « sauver » les familles isolées par la Police et pour revendiquer l'annulation du décret et le renflouement du Sewol. Mais la police a bloqué complètement les rues dès le matin avec les bus de police, y compris Sejong-ro (Boulevard Sejong, un boulevard principal du centre de Séoul, et Gwanghwa-moon se situe au bout de ce boulevard).

De plus en plus de manifestants ont commencé à se rassembler vers 15h, étant révoltés par la répression policière et agacés par le blocage des rues. Environ 30 000 personnes se sont mobilisées pour manifester. Pour « rencontrer » les familles de victimes, il fallait percer/forcer le mur érigé par plusieurs lignes de bus de police. Certains disent que c'était comme si on était en « guerre ». En tout cas, l'aff-

frontement intense a continué jusqu'à minuit. La police a utilisé le canon à eau, du gaz lacrymogène, et du gaz poivre pour réprimer les manifestant-e-s. La majorité de ces policiers « anti-émeutes » sont très jeunes, environs 20-22 ans, devant faire leur service militaire au lieu d'aller à l'armée. Ce sont eux qui font le sale boulot que la police nationale ne veut pas faire.

Vers 22h 40, certains ont incité les manifestants à rentrer chez eux... Mais les manifestants ont continué de telle sorte que les familles soient finalement libérées d'encerclement. Il y avait environ 5 000 personnes jusqu'à la fin pour casser l'encerclement de la police. Les photos montrent bien le mur que la police a entassé pour bloquer les manifestants. Entre Gwanghwa-moon et la première couche du mur de la police, c'est environ 700 mètre à 1 km. Ça veut dire qu'il y avait vraiment un affrontement très fort, toute la journée pour arriver au bout.

Jusqu'à 100 personnes, y compris 21 membres des familles de victimes ont été arrêtées. Environ 13 000 policiers ont été mobilisés le 18 avril. Face à cette répression policière non seulement de la manifestation mais aussi des familles des victimes, les citoyens sont de plus en plus en colère. De plus, en

novembre 2011, la Cour constitutionnelle de Corée a jugé qu'ériger ce mur allait à l'encontre de la constitution sud-coréenne.

Radicalisation de la lutte basée sur la rage contre le gouvernement Park Geun-hey

En bref, vu les vidéos et le témoignage des coréens, l'ambiance de manifestation du 18 avril était beaucoup plus radicale par rapport au 16 avril. Et la manif sera reconduite le week-end prochain, et coïncidera avec la journée de la grève générale appelée par la KCTU (Korean Confederation of Trade Union), un syndicat identifié comme la gauche radicale.

Dans les vidéos, je remarque le Parti des Manifestants, le syndicat de la métallurgie, le syndicat de Samsung service, le syndicat des enseignants qui a été rendu illégal l'année dernière, le Parti des Travailleurs, etc. Sur la photo ci-dessous où les gens tiennent des pancartes, celle de rouge contient un message pour la grève générale. Les pancartes jaunes revendiquent l'annulation du décret de commission d'enquête sur le naufrage.

Lucien Timoré,
le 20 avril 2015

INTERNATIONAL

Naufrage du Sewol : 1 an après, l'État sud-coréen cherche toujours à étouffer la vérité

Communiqué du NPA du 16 avril 2015

Le 16 avril 2014, le ferry Sewol faisait naufrage au large de la Corée du Sud, causant la mort de plus de 300 passagers dont 250 lycéen-ne-s d'une périphérie industrielle de Séoul. Le capitaine a été condamné à 36 ans de réclusion, les autres membres survivants de l'équipage ont écopé de peines allant de 5 à 30 ans de prison. Loin de rendre justice aux victimes, ces sanctions individuelles ne sauraient faire oublier que la responsabilité première de ce massacre revient à l'État sud-coréen et à la compagnie exploitant le navire !

Au nom des profits, les autorités publiques et privées font preuve, main dans la main, d'un mépris criminel pour la sécurité collective. D'un côté, le détricotage continu de la réglementation, les inspections superficielles, la privatisation des services de secours... De l'autre, l'exploitation de ba-

teaux mal entretenus, l'embarquement à la va-vite de cargaisons surchargées, le recours à du personnel précaire et mal formé... Entre les deux, des liens de connivence et de corruption qui ne sont pas l'apanage du régime de Park Geun-Hye. Ce sont bien les représentants zélés du capitalisme qui induisent ces logiques juteuses pour eux-mêmes mais meurtrières pour la majorité innocente !

Depuis un an, les familles des victimes ne cessent de réclamer que toute la lumière soit faite sur cette affaire, en exigeant notamment la mise en place d'une commission d'enquête indépendante du gouvernement. Alors que le Parlement avait validé le principe d'une telle commission, quoique dans une version déjà « édulcorée », un décret proposé fin mars a achevé de la vider complètement de sa substance : diminution des moyens légaux de la commission, réduction des postes, participation de fonctionnaires juges et

parties...

En réaction à cette énième manœuvre politique, les familles et leurs soutiens se mobilisent pour faire annuler le décret. Le régime tente par tous les moyens d'étouffer la contestation : il essaie d'acheter le silence des familles avec des indemnités, utilise les médias à sa solde pour discréditer leur lutte, et va même jusqu'à arrêter des manifestant-e-s !

Le NPA apporte son soutien à cette mobilisation pour que l'État et l'exploitant du Sewol soient enfin mis face à toutes leurs responsabilités. Plusieurs rassemblements de commémoration et de protestation auront lieu cette semaine dans plusieurs villes dans le monde.

A Paris, elle aura lieu ce samedi 18 avril à 18h sur le Parvis des droits de l'homme (métro Trocadéro).

Montreuil, le 16 avril 2015

NPA,
le 16 avril 2015

Tour d'horizon de l'économie mondiale : la longue dépression

Plus de six ans après le début de la crise, la croissance mondiale (autour de 3% en 2014) n'a pas retrouvé son niveau d'avant-crise (4,5% entre 2000 et 2007). La dépression économique s'inscrit dans la durée dans les pays impérialistes malgré la baisse du prix du pétrole qui offre une bouffée d'oxygène, mais est aussi lourde de menaces pour l'industrie du pétrole de schiste états-unienne. Le Japon et la zone euro connaissent une croissance quasi nulle. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont renoué avec la croissance (autour de 2,5%), mais celle-ci est fragile et tirée par une bulle financière qui menace d'exploser et d'entraîner dans sa chute l'économie mondiale. Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ralentissent ou plongent en récession. Comme en 2014 quand Goldman Sachs avait notamment prévu un boom de l'investissement, les économistes bourgeois sont plutôt optimistes pour 2015. Mais il n'y aura pas de miracle : au mieux la croissance restera faible, au pire un nouvel épisode de crise financière pourrait refaire plonger l'économie mondiale avant la fin de l'année.

L'économie de la zone euro connaît une croissance très faible et différenciée. Les maillons faibles sont désormais la France et l'Italie, dont la croissance était nulle ou quasi nulle au 4ème trimestre. Le taux de marge des entreprises y est au plus bas, et les gouvernements sociaux-libéraux cherchent à mettre en place les contre-réformes que les autres pays ont déjà appliquées (avant la crise pour l'Allemagne, après la crise pour l'Europe du Sud). Les pays les plus durement frappés par la crise et qui ont mis en place des politiques d'austérité drastiques (Grèce, Espagne, Portugal) renouent modérément et fragilement avec la croissance. Les faits contredisent les prophéties des keynésiens antilibéraux : dans le cadre du capitalisme, la croissance ne peut repartir que si le taux de profit se redresse. Le capitalisme doit détruire le capital excédentaire et baisser la valeur de la force de travail pour se régénérer (timidement).

La croissance au Royaume-Uni a été de 2,5 % en 2014. Mais elle a ralenti au 4ème trimestre : 0,5 % contre 0,7 % au trimestre précédent. Surtout, cette croissance est alimentée par une politique monétaire expansionniste qui nourrit un boom immobilier (qui s'essouffle aujourd'hui). L'investissement productif reste faible et la production industrielle a reculé en décembre.

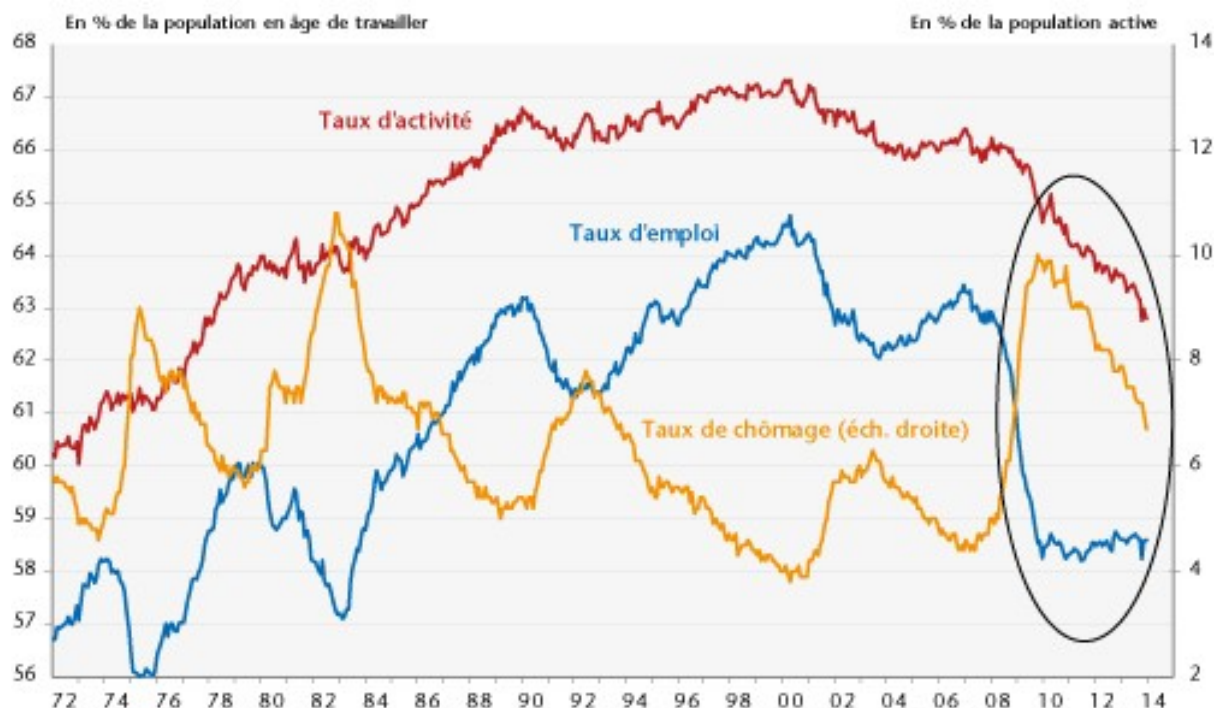
L'économie japonaise est sortie péniblement d'une récession en fin d'année dernière, après une baisse du PIB de 1,9 % puis 0,4% aux 2ème et 3ème trimestres. La hausse de la TVA en est en partie responsable, mais la dépression japonaise a des causes bien plus profondes. La dépréciation du yen, engendrée par le quantitative easing (assouplissement quantitatif, expansion du bilan de la banque centrale qui crée de la monnaie en achetant un certain nombre de titres), n'a pas soutenu l'activité, car le recul de la demande intérieure dû à l'inflation importée a pris le pas sur la stimulation des exportations. Les salaires réels ont reculé en 2014 de 2,5 % pour la troisième année consécutive. C'est la faillite des Abenomics, vantée par certains économistes keynésiens qui saluaient le volontarisme du premier ministre Abe.

L'économie américaine n'est florissante que par rapport aux économies européenne et japonaise. La croissance a été de 2,4 % en 2014 et reste inférieure aux 3,4 % de moyenne des années 1990. Le blocage des salaires et les restructurations (par exemple dans le secteur automobile) ont permis une hausse du taux de profit, qui a permis aux entreprises de réduire légèrement leur endettement, condition nécessaire au redémarrage de l'accumulation. Mais les États-Unis restent comme les autres pays impérialistes plongés dans une longue dépression¹. Malgré deux trimestres dynamiques, la croissance a ralenti au 4ème trimestre (2,6 % en rythme annualisé). Depuis quelques mois, les profits stagnent, ce qui a entraîné un net ralentissement des investissements au 4ème trimestre (+1,9 % contre +8,9 % au trimestre précédent). Les dépenses des entreprises en équipements ont même chuté de 1,9 %. C'est le plus fort recul depuis le 2ème trimestre 2009. Le déficit commercial s'accroît avec l'envolée du dollar par rapport au yen et à l'euro. Si le taux de chômage officiel (5,6 %) a retrouvé son niveau d'avant-crise, ce n'est pas le cas du taux d'emploi (rapport entre le nombre d'emplois et la population en âge de travailler), qui reste au plus bas.

¹ Nous distinguons récession et dépression. La récession désigne une chute brutale de la production, un épisode de crise nécessairement limité dans le temps. La dépression désigne une période de faible croissance après un épisode de crise, c'est-à-dire une période où les conditions d'une reprise de l'accumulation du capital au même rythme qu'avant la crise ne sont pas réunies.

L'explication est simple : le taux d'activité américain (rapport entre la population active et la population en âge de travailler) est désormais à son plus bas niveau historique depuis 36 ans. Il n'y a plus aujourd'hui que 44% des Américains qui ont un salaire à plein temps... contre 58% en 2007 !

Le marché du travail aux États-Unis



Source : Bureau of Labor Statistics.

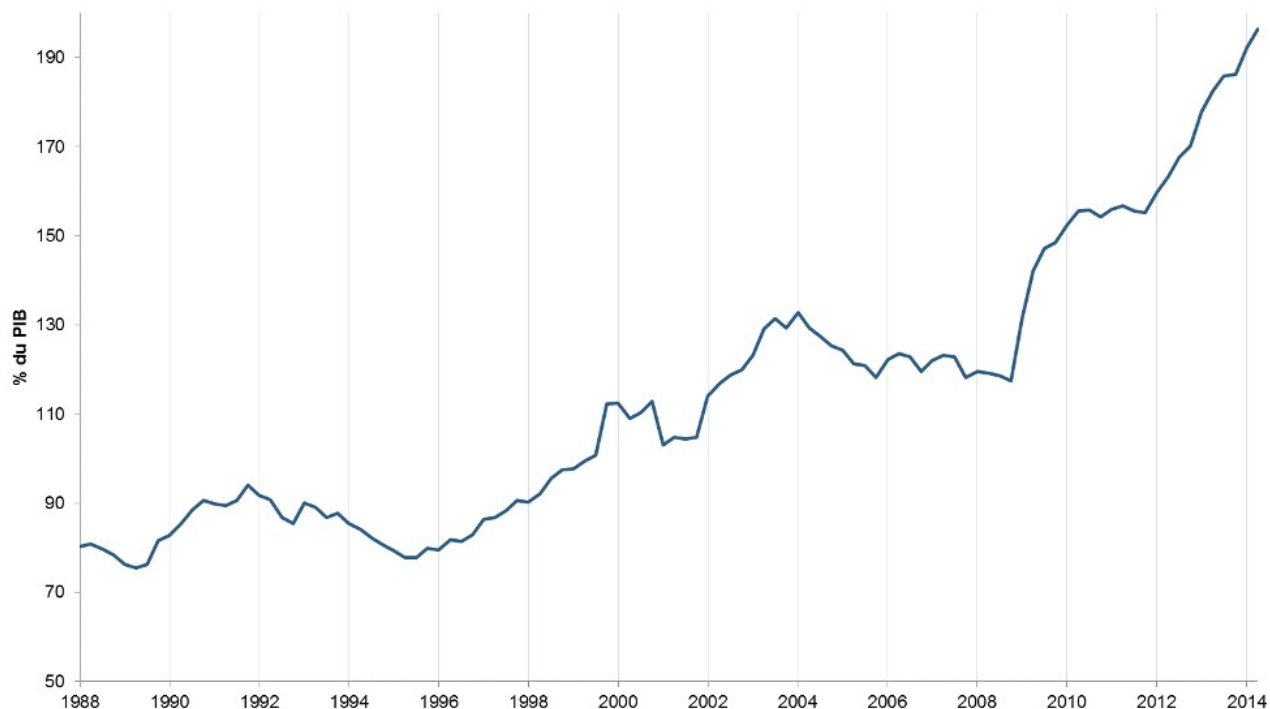
En Chine, même si la croissance reste forte, elle a ralenti à 7,4% en 2014, le taux le plus bas depuis 1990. La croissance de la production d'électricité, considérée comme un bon étalon de la performance économique, n'a été que de 3,2% (ce qui jette un doute sur les chiffres officiels de la croissance). Depuis 10-15 ans, le taux de profit a chuté lourdement. C'est la conséquence de deux facteurs :

- *une très forte accumulation du capital*, qui a augmenté la composition organique du capital, c'est-à-dire le rapport entre le capital investi dans les moyens de production et les salaires. Entre 2000 et 2013, la croissance annuelle moyenne de l'investissement a été de 12,2% contre 7,3% pour la consommation
- *une hausse des salaires* ces dernières années : elle a été d'environ 50% entre 2010 et 2013 pour les travailleurs d'usine, résultat de nombreuses grèves dans le pays (entre 2011 et 2013, le China Labour Bulletin a recensé 1171 grèves dans le pays). D'où une perte de compétitivité par rapport à ses voisins asiatiques, et des délocalisations vers le Bangladesh ou le Cambodge notamment.

Cette baisse du taux de profit ne laisse guère de doute sur la fin des années « glorieuses » d'une croissance autour de 10 %. Pire, l'endettement de l'économie chinoise augmente très rapidement, en particulier celui des entreprises (cf. graphique ci-dessous) et des gouvernements locaux : il a été multiplié par quatre entre 2007 et 2014. Il a alimenté une bulle immobilière lourde de menaces puisque le secteur de la construction de logements pèse 15 % du PIB. Le taux d'inoccupation des logements augmente et les surcapacités de production sont flagrantes : d'innombrables centres commerciaux, bureaux, routes, voies ferrées, ponts ou immeubles restent vides ou inutilisés. Les conditions d'une crise de grande ampleur, bien au delà d'un simple ralentissement, s'accumulent.

On assiste en outre à un rééquilibrage spectaculaire des flux d'investissements directs étrangers (IDE), qui traduit à la fois le ralentissement de l'économie chinoise et sa transformation impérialiste. Les IDE entrants en Chine diminuent (tout de même 128 milliards de dollars en 2014), notamment dans le secteur manufacturier, en raison de la hausse des salaires. Les IDE sortants progressent fortement et ont atteint 100 milliards, la Chine devenant le troisième exportateur de capitaux.

Stock de crédits accordés au secteur privé non financier En % du PIB



Sources : PrimeView, FactSet

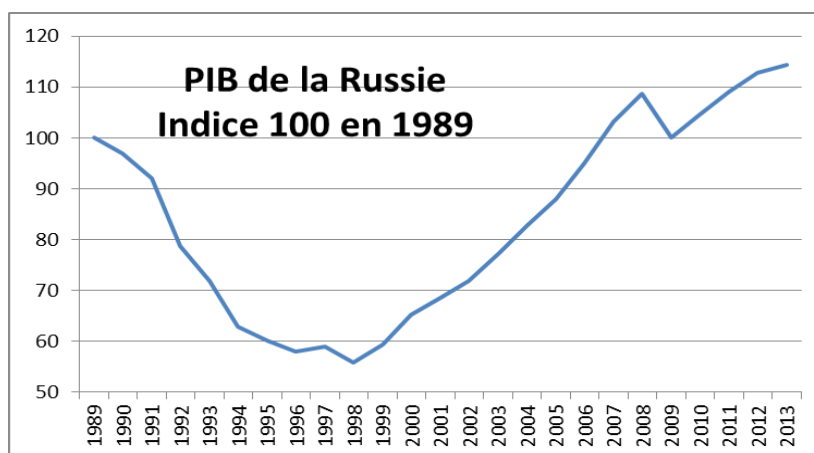
L'Amérique latine est désormais globalement en récession. **Au Brésil**, septième économie de la planète et première de l'Amérique du sud, après une forte reprise en 2010 (+ 7,5 %), tous les voyants sont désormais au rouge : la production manufacturière recule, la balance commerciale, structurellement excédentaire depuis 2000, est devenue déficitaire malgré la dépréciation du real par rapport au dollar. La désindustrialisation s'accélère, tendance lourde d'un pays tourné vers l'exportation de matières premières (dont les prix sont au plus bas) et qui a réduit les mesures protectionnistes. **En Argentine**, après une croissance très soutenue entre 2003 et 2011 (7,5 % en moyenne), l'arrêt est brutal, et la récession devrait se prolonger en 2015. La production industrielle chute et l'inflation est au plus haut. **Au Venezuela**, les revenus de l'or noir représentent 95 % des exportations et les deux tiers des recettes de l'État. L'économie plonge et Maduro n'a plus les moyens de maintenir le modèle de redistribution chaviste. Faute d'engager la rupture avec le capitalisme, il est contraint de prendre un virage austéritaire. Il vient d'annoncer la libéralisation du régime de change, qui marque la « normalisation » du Venezuela : la loi du marché s'imposera et les travailleurs paieront le prix fort.

En Afrique du Sud, le secteur minier est en crise, les coupures d'électricité se multiplient. En 2014, la croissance n'a été que de 1,4 % et le déficit commercial s'est aggravé. Si le taux de chômage officiel avoisine 25 %, le taux réel est bien plus élevé. Sur fond de corruption au sommet de l'État, la situation pourrait devenir explosive. **Le Nigéria**, première puissance économique d'Afrique, est frappé de plein fouet par la chute des prix du pétrole qui représente 70 % des recettes étatiques. Alors qu'il a connu dix ans de croissance à 7 % qui n'a pas profité à la masse de la population, ce temps semble révolu. Les caisses de l'État sont vides, la monnaie s'est effondrée, le chômage endémique va encore progresser et probablement alimenter les luttes sociales.

Gaston Lefranc

La Russie : un colosse aux pieds d'argile

Le rétablissement du capitalisme a produit un effondrement de l'économie russe dans les années 1990, le PIB chutant de plus de 40 %. Les conséquences sociales ont été catastrophiques. Les fermetures d'entreprises non adaptées à la concurrence capitaliste mondiale se sont multipliées. L'économie a été pillée par les oligarques. Depuis, la situation de la Russie s'est redressée... avant que de nouveaux problèmes ne surgissent.



Après la crise de 1998 et l'accession au pouvoir de Poutine, l'émergence d'un « capitalisme d'État » a mis fin à l'ultralibéralisme et au pillage généralisé de l'économie. Poutine a accru l'intervention de l'État dans l'économie : une intervention directe dans la possession du capital et un contrôle plus étroit des activités des oligarques. Disposant d'un secteur de haute technologie et d'une main d'œuvre qualifiée, il s'est inspiré du modèle chinois pour faire repartir l'accumulation du capital. La Russie est redevenue une puissance régionale qui s'assume comme telle et cherche à renforcer son emprise sur sa périphérie. L'Union économique eurasiennne, qui a vu le jour officiellement en 2014, en est la manifestation la plus éclatante. Poutine est bien décidé à défendre son pré-carré et à s'opposer aux visées expansionnistes de l'impérialisme occidental.

Grâce à une conjoncture favorable pour les prix de l'énergie dans les années 2000, les excédents commerciaux ont permis l'accumulation de réserves de change destinées à faire face à d'éventuelles attaques spéculatives. La croissance est alors fortement repartie, les surplus de la rente pétrolière permettant de financer des dépenses sociales (santé, éducation) et des investissements dans le secteur industriel. La lutte contre l'inflation a conduit à maintenir des taux d'intérêt élevés, ce qui a incité les grandes entreprises et les banques à s'endetter sur les marchés internationaux (en dollars). Mais avec la crise financière de 2008, le rouble s'est déprécié et le problème de l'endettement a éclaté au grand jour. L'État est alors intervenu pour sauver les mastodontes.

Une économie fragile et déséquilibrée

Depuis le milieu de l'année 2014, la Russie est frappée de plein fouet par la chute du prix du pétrole et par les sanctions occidentales. Les revenus du pétrole et du gaz représentent environ la moitié des recettes du budget de l'État. Le prix du baril est passé de 100 dollars en juin 2014 à 50 dollars aujourd'hui. Les fuites de capitaux se sont amplifiées, sans que le gouvernement établisse un contrôle des changes. Poutine utilise les réserves de change accumulées pour vendre des dollars et acheter du rouble, mais cela n'a pas empêché la dépréciation du rouble. Il cherche aussi à faire revenir les capitaux en promettant l'impunité aux oligarques. Mais Poutine a dû se résoudre à augmenter fortement les taux d'intérêt pour limiter l'inflation et l'effondrement du rouble qui fait flamber le prix des importations.

Cela va avoir un impact négatif sur la croissance, amplifié par les sanctions occidentales dans le domaine des coopérations industrielles ou des transactions financières. Par conséquent, les entreprises russes ont de plus en plus de difficultés à emprunter sur les marchés internationaux. La croissance a été à peine positive en 2014 (+ 0,6 %) et les autorités prévoient une baisse du PIB d'environ 3 % en 2015, une chute des investissements de 13 % et la poursuite de la fuite des capitaux. La crise actuelle montre que l'économie russe est fragile, foncièrement déséquilibrée et dépendante des cours mondiaux de l'énergie.

Pour compenser la chute de la rente pétrolière et financer son plan de soutien au secteur bancaire (13 milliards d'euros), Poutine va couper dans les dépenses sociales, car il n'est pas question pour lui de renoncer à l'inflation des dépenses militaires. Celles-ci représenteront 23 % du budget 2015 (contre 19 % en 2014). La montée des tensions avec les impérialismes occidentaux permet à Poutine d'entretenir un climat d'union sacrée lui permettant d'appeler chacun à se serrer la ceinture pour l'intérêt supérieur de la patrie. A une vieille dame qui se plaignait de ne plus avoir assez d'argent pour acheter du sucre, un député répondait récemment : « *Si vous n'avez pas assez d'argent, vous devez vous souvenir que nous sommes russes, nous avons survécu à la faim et au froid, nous devons penser à notre santé et manger moins* »...

Vers une nouvelle crise financière

Les entreprises ne se sont pas désendettées

Depuis le plongeon de 2009, les taux de croissance d'avant crise ne sont jamais revenus. Une condition d'un redémarrage de l'économie est son désendettement. Or, à l'échelle mondiale, il n'a pas eu lieu. Dans presque tous les pays, la dette a continué à croître tant en niveau absolu et que par rapport au PIB.

Un rapport de McKinsey indique que, depuis 2007, le poids de la dette a augmenté de 57 000 milliards de dollars, 17 points de PIB, passant de 269 % à 286 % du PIB mondial¹. Aux États-Unis et au Royaume-Uni, les entreprises se sont (légèrement) désendettées, ce qui explique le retour d'une croissance modérée. Mais ce n'est pas le cas en France et dans la plupart des pays, malgré la prise en charge d'une partie de la dette privée par les États. Au Japon, la dette publique explose tous les records. En Chine, l'endettement des entreprises se développe bien plus vite que la production, ce qui alimente une bulle immobilière gigantesque.

Pour renouer avec la croissance, et qu'elle qu'en soit le moyen (guerre, faillites, etc.), le système a besoin d'en passer par une purge du capital physique excédentaire et un désendettement des économies.

La menace de la déflation

La zone euro est proche de la déflation. En janvier, les prix ont baissé de 0,6 % sur un an. Cette faiblesse n'est pas seulement due à la chute des prix de l'énergie. L'inflation sous-jacente (hors énergie, alimentation et tabac) est de seulement + 0,6 %. Cela traduit un tassement des marges sous le poids de la concurrence.

La déflation n'est pas une simple baisse des prix qui serait neutre sur l'économie réelle : quand les prix baissent, les acheteurs ont tendance à différer leurs achats, ce qui freine la demande et alimente la surproduction. En outre, une croissance faible avec des prix qui baissent entraîne une augmentation du poids de la dette et peut conduire les entreprises à la faillite. C'est la raison fondamentale du quantitative easing (assouplissement monétaire)² européen : tout faire pour éviter la déflation.

Une nouvelle bulle financière qui prépare une nouvelle crise

Le principal indice boursier américain, le Dow Jones, valait 14 000 points avant la crise en 2007. Il a été divisé par deux avec la crise, tombant à 7 000. Mais il est remonté dès le début 2009 pour dépasser aujourd'hui 18 000. Cette euphorie boursière reflète-t-elle des profits faramineux et une économie radieuse ? La réponse est clairement non. Après avoir atteint un plancher dans les années 1980, le taux de profit ne s'est jamais redressé significativement malgré le tournant « néolibéral ». Depuis 1997, il baisse de nouveau tendanciellement³. Les bulles financières reflètent depuis lors l'abondance d'argent, alimentée par des politiques monétaires expansionnistes, qui ne trouve pas à s'investir de façon rentable dans « l'économie réelle ».

La nouvelle bulle financière trouve sa source dans la politique de quantitative easing (QE) lancée aux USA dès la fin 2008. Cette politique consiste pour une banque centrale à acheter des titres financiers sur les marchés et à créer en contrepartie de la « monnaie centrale », c'est-à-dire à alimenter les réserves monétaires des banques commerciales.

Mais cet afflux de liquidités n'a pas eu d'effet miraculeux. Le crédit pour la production est resté atone, car il ne suffit pas d'imprimer du papier monnaie pour sortir de la crise de rentabilité du capital. Ces liquidités sont donc

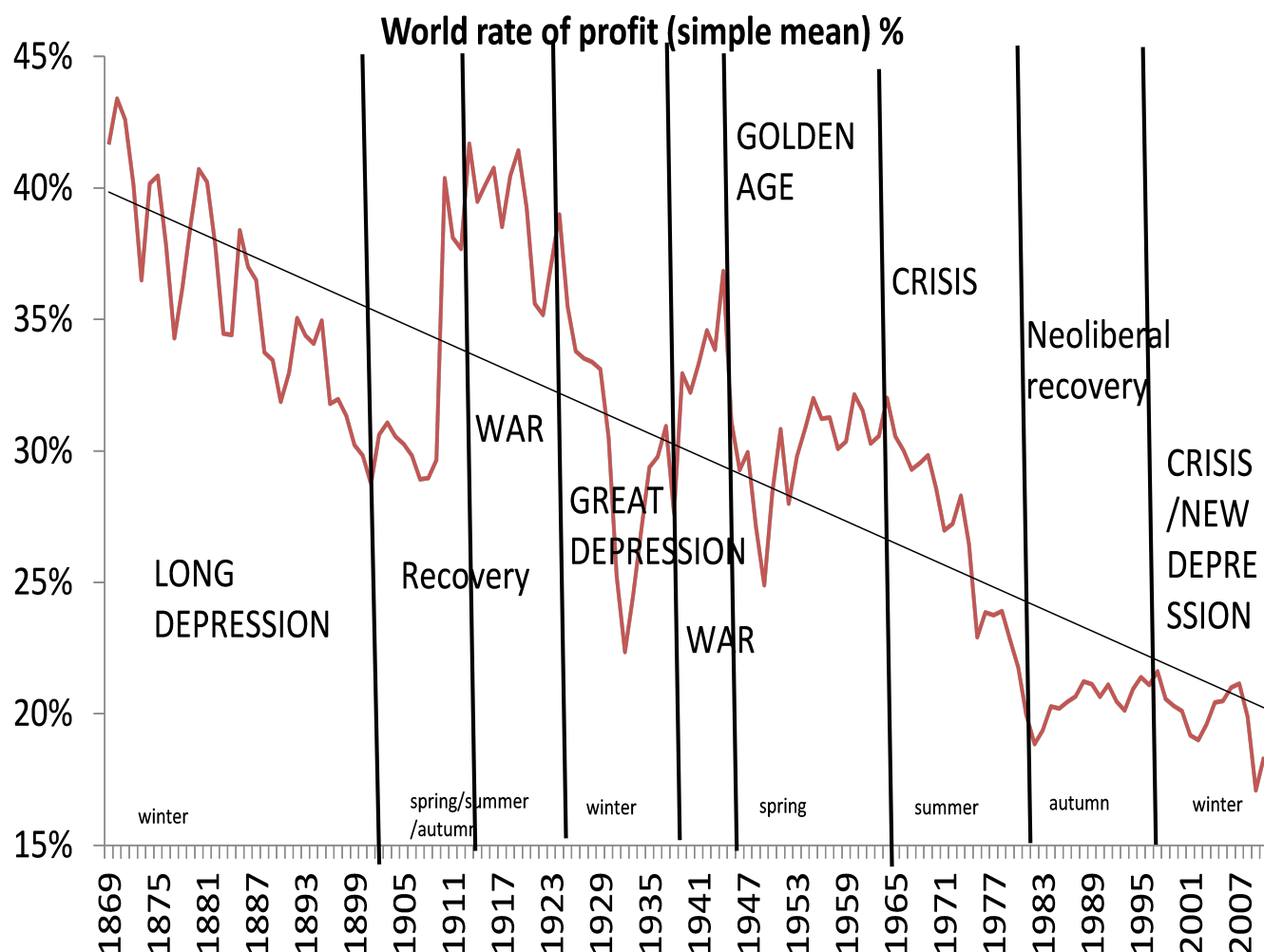
¹ Cf. "Debt (Not Much) Deleveraging", février 2015, <https://thenextrecession.files.wordpress.com/2015/02/mckinsey-debt-not-much-deleveraging-040215.pdf>

² Programme de rachat massif de dettes publiques et privées, dont la finalité est de pousser les banques à prêter aux entreprises et aux consommateurs. La Banque centrale européenne s'est déclarée prête à déboursier à ce titre jusqu'à 1 140 milliards d'euros d'ici à septembre 2016, ce qui représenterait plus de 10 % de l'ensemble de la masse monétaire actuellement en circulation dans la zone euro.

³ Voir le graphique de l'évolution sur longue période du taux de profit « mondial » issu d'un travail (encore exploratoire et fragile) de l'économiste marxiste Esteban Maito. Il montre, dans le cadre d'une succession de variations cycliques à la hausse et à la baisse, une tendance séculaire à la baisse du taux de profit.

restées dans la sphère financière et ont provoqué une forte inflation financière. Finance et économie réelle sont néanmoins connectées : les titres financiers représentent des droits de tirage sur la production future, et c'est pourquoi les bulles financières finissent toujours par éclater.

Une première bulle a ainsi éclaté à la fin des années 1990, une seconde en 2007, et une troisième ne demande qu'à connaître le même destin. Aujourd'hui, la stagnation des profits aux États-Unis et la crise du pétrole de schiste indiquent que l'échéance pourrait être proche. Depuis octobre 2014, les marchés financiers sont très volatils et nerveux, comme ils le sont en général avant un krach.



Taux mondial de profit (moyenne simple). Source Estéban Maito, <https://thenextrecession.files.wordpress.com/2014/12/world-rate-of-profit.png>

Vers une crise industrielle et financière du pétrole de schiste

La baisse du prix du pétrole est souvent perçue unilatéralement comme une « bonne nouvelle ». Pourtant, elle constitue aussi une menace pour l'économie US. L'industrie du pétrole de schiste, dont le développement est spectaculaire depuis quelques années, n'est plus rentable aux prix actuels. La réduction du nombre des installations de forage s'accélère et les effets sur la production se feront sentir au deuxième semestre 2015. Les faillites vont se multiplier avec des effets en cascade sur les fournisseurs. Avec la baisse de la production, les cours du pétrole vont probablement remonter à la fin de l'année, ce qui aura également un effet récessif sur l'économie.

Mais une crise financière risque de se greffer à la crise industrielle. En effet, l'endettement net des entreprises spécialisées dans la production de pétrole de schiste est estimé à 200 milliards de dollars. Les emprunts ont été souscrits auprès de petites banques locales américaines, qui les ont rapidement titrisés⁴. Les entreprises ont aussi souscrit des contrats d'assurances en cas de baisse des cours, qui ont eux-mêmes été titrisés. Le risque s'est donc

⁴ Titrisation : transformation des créances en titres financiers vendus sur le marché des capitaux.

diffusé dans l'ensemble du secteur financier, et les faillites vont transformer en « mauvaises dettes » une grande partie des emprunts titrisés dans les banques américaines.

L'impasse des politiques de relance

Les objectifs affichés des QE sont de faire baisser les taux d'intérêt, de stimuler le crédit et par là-même l'investissement, ainsi que d'augmenter les exportations en dépréciant la monnaie. A l'aune de ces ambitions, c'est un échec. L'investissement se situe à un niveau très faible, alors que les taux d'intérêt sont déjà au plus bas.

L'effet de la dépréciation de la monnaie n'est en effet pas miraculeux et peut même être contre-productif. Au Japon, la baisse du yen a eu un effet négatif sur la balance commerciale en raison de la faible élasticité-prix des exportations et du renchérissement du coût des importations. Aux États-Unis, le QE a eu un effet positif sur la croissance en raison de « l'effet richesse », même si la reprise est due avant tout à la hausse du taux de profit. Mais stimuler la croissance de cette façon est lourde de risques car cela alimente les bulles financières.

Les économistes keynésiens (Roubini, Krugman, Stiglitz, etc.), rejoints par certains marxistes antilibéraux (Harribey, Durand, etc.) préconisent de compléter les QE par une politique budgétaire expansionniste, c'est-à-dire par des baisses d'impôt sur les ménages ou/et une augmentation des dépenses publiques. Si ces mesures peuvent avoir à court terme un impact positif sur l'emploi, elles ne peuvent cependant qu'aggraver la crise dans le cadre du capitalisme. En effet, les dépenses publiques (paiement des fonctionnaires ou des moyens de production utilisés dans les administrations) représentent une ponction sur la plus-value et pèsent sur la rentabilité du capital.

Une relance par les dépenses publiques n'est donc pas soutenable, et conduit inéluctablement à un renforcement des politiques d'austérité, comme l'a bien montré l'expérience « keynésienne » de 1981-1982 en France. En temps de crise, il n'y a pas de troisième voie entre l'austérité et la rupture avec le capitalisme. Les gouvernements bourgeois se trouvent ainsi placés dans l'obligation de poursuivre les politiques d'austérité.

Vers un nouvel épisode de crise à l'intérieur d'une phase dépressive de l'économie

A l'intérieur des phases dépressives, les récessions sont en général rapprochées et marquées, et plusieurs épisodes de crise sont nécessaires pour purger le capital excédentaire et faire repartir l'accumulation. La récession de 1980-1981 est survenue après celle de 1974 ; et la crise de 1937 aux États-Unis a succédé à celle de 1929-1932. Après la crise de 2008-2009, les signaux se multiplient pour indiquer qu'une nouvelle crise pourrait se profiler à relativement court terme, vers la fin 2015 ou en 2016. Il faut donc s'attendre à une amplification des attaques contre notre classe et à un accroissement des tensions internationales.

Face à cela, notre tâche est d'organiser des luttes de résistance qui soient à la hauteur des attaques des bourgeoisies et de porter le seul projet alternatif viable à l'accentuation de l'austérité, la rupture révolutionnaire avec le capitalisme, l'appropriation et la transformation des moyens de production par les travailleurs auto-organisés.

Gaston Lefranc

Sommaire

France	(p. 1)
– De l'argent en plus pour tuer, en moins pour les besoins sociaux!	(p. 1)
– Après le premier tour des élections départementales... ..	(p. 2)
– Éléments d'analyse de la loi Macron	(p. 5)
Luttes de classe	(p. 8)
– Petite action contre Juppé à l'ENS	(p. 8)
– Rassemblement le 20 avril, avec les salarié-e-s de TFN en grève	(p. 8)
– Transport routier & logistique : grand lessivage de printemps	(p. 9)
– Grève : les routierEs montrent la voie!	(p. 10)
– Conflit routier : où en est-on?	(p. 11)
– Conflit routier : suite et fin	(p. 12)
– Philharmonie de Paris : mobilisation	(p. 13)
Bure : Le trou puant du capitalisme	(p. 13)
Contre toutes les oppressions	(p. 16)
– Manifestation aux côtés des travailleurSEs du sexe	(p. 16)
– Pour un mouvement féministe massif, inclusif et lié aux autres luttes!	(p. 17)
– Toulouse : vers une union antiraciste et populaire!	(p. 19)
Syriza	(p. 20)
– Plan de réformes du gouvernement grec : la capitulation complète de Tsipras se confirme	(p. 20)
– Tout faire pour empêcher l'application de cet accord scélé-rat	(p. 21)
– Grèce : pas d'issue pour les travailleurs/ses sans rupture révolutionnaire.	(p. 24)
International	(p. 29)
– Commémoration du naufrage du Sewol : mobilisation à Séoul	(p. 29)
– Naufrage du Sewol : 1 an après, l'État sud-coréen cherche toujours à étouffer la vérité	(p. 31)
Économie : La longue dépression et la nouvelle crise qui vient	(p. 31)

Qui sommes nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondateur du NPA, par les militant-e-s venant de l'ex-Groupe CRI, certain-e-s de l'ex-LCR et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IVe Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaborations publiées depuis.

La Tendance CLAIRE a initié avec d'autres camarades la plateforme 4 lors du congrès du NPA de février 2011 (3,7% des voix) et, avec le CCR, la plateforme Z lors du congrès de février 2013 (9% des voix).

Tout en contribuant résolument à construire le NPA dans la classe ouvrière et la jeunesse, la TC fait des propositions alternatives à l'orientation mise en œuvre par la direction majoritaire. Elle estime notamment que le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la gauche de la gauche est à l'origine de la crise du NPA et nécessite de surmonter les importantes limites et ambiguïtés des textes fondateurs. La TC poursuit son combat pour une grande Tendance révolutionnaire, pour un NPA révolutionnaire démocratique et ouvert qui donne la priorité à la lutte des classes et porte un programme de transition axé sur l'objectif du gouvernement des travailleurs et des travailleuses.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin Au CLAIR de la lutte (N ISSN : 2101-6135). Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr
- Téléphone : 06 64 91 49 63